

# REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

-----

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN  
ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

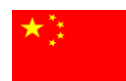
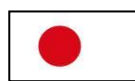
-----

## TROISIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DE 2003



## RAPPORT DE SYNTHÈSE DES RÉSULTATS

Avec l'appui financier et technique de



*Bangui, juin 2005*

## PRÉFACE

*Les données sociodémographiques disponibles en Centrafrique sont soit insuffisantes soit anciennes. Les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH 2003), prescrit par décret 01.272 en date du 02 octobre 2001, qui nous sont livrés comblent, à la grande satisfaction du Gouvernement et de tous les acteurs de développement de notre pays, ce besoin urgent en données actualisées et diversifiées sur les caractéristiques de l'ensemble de la population centrafricaine. Cette grande opération qui a été menée dans un contexte difficile marqué par une crise sociale profonde, a été un succès indéniable. Elle est la troisième du genre depuis l'indépendance de la République centrafricaine, après celles de 1975 et 1988.*

*La publication des résultats définitifs du RGPH 2003, 18 mois après le dénombrement, et moins d'un mois après l'installation du nouveau gouvernement que dirige son Excellence Monsieur le Premier Ministre Elie Doté, témoigne de la volonté du Gouvernement de fonder son action sur des réalités mieux cernées statistiquement dans divers domaines de la vie sociale, économique et culturelle de la Nation. Les 17 rapports d'analyse thématique mis à notre disposition représentent une mine de connaissances inestimables. Les domaines couverts sont variés, avec une particularité, la cartographie de la pauvreté d'existence des ménages de qualité peu répandue en Afrique au sud du Sahara, qui présente des données fortement désagrégées au niveau spatial.*

*Cette performance record n'est pas le fruit de la seule volonté politique du Gouvernement de transition de réussir cette opération malgré le contexte d'insécurité généralisée dans lequel le pays était plongé. Il est aussi le résultat de la forte mobilisation de toutes les Centrafricaines et de tous les Centrafricains qui ont reçu un appui inestimable de la part de la Communauté Internationale.*

*Pour l'assistance technique et financière reçue du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de l'Union Européenne, je tiens à exprimer à ces partenaires, au nom de tout le Gouvernement et de mon Département ministériel, mes très vifs remerciements. Leurs contributions à la réussite de cette opération sont à la mesure de leurs engagements pour la cause du développement de notre pays. Je tiens également à remercier le Gouvernement du Japon dont la contribution dans le cadre du 4<sup>ème</sup> Programme de coopération RCA/UNFPA a été d'un apport déterminant pour la cartographie du RGPH 2003. Mes remerciements s'adressent tout aussi bien et avec la même intensité au Gouvernement de la Chine, à l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui ont apporté une contribution toute aussi efficace dans la réussite de cette opération de collaboration inter-institutionnelle. Les Forces Armées Centrafricaines (FACA) et les Forces de la CEMAC (FOMUC) trouveront ici l'expression de toute ma gratitude et des remerciements du Gouvernement pour avoir apporté leur pierre à cet édifice, à travers la sécurisation et le déploiement de toute la logistique de l'ensemble des opérations censitaires. Pour terminer, je voudrais rendre un hommage appuyé à tous les analystes et membres des commissions nationales de validation des différents rapports d'analyse thématique.*

*Sylvain Maliko*  
*Ministre de l'Économie, du Plan*  
*et de la Coopération internationale*

## AVANT-PROPOS

Au moment où il est de plus en plus question de réduire la pauvreté et les inégalités, il est plus qu'urgent et indispensable de disposer de données et d'informations fiables sur les caractéristiques de la population et les conditions de vie de celle-ci pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement globaux et sectoriels. La République Centrafricaine vient dans ce sens de relever un important défi en bouclant, en juin 2005, les analyses thématiques de son troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH), à 18 mois seulement après la réalisation du dénombrement en décembre 2003. Cette performance, réalisée à ce jour par seulement trois pays africains (Bénin, Tchad et Cap-Vert), est d'autant plus remarquable que le dénombrement a eu lieu dans un contexte d'insécurité généralisée qu'aucun des trois pays cités n'a connu. En effet, les crises militaro-politiques répétées de 1996, 1997, mai 2001, octobre 2002 et mars 2003 ont non seulement donné lieu à des destructions des biens publics et privés, des pertes en vie humaine, mais ont également plongé plusieurs préfectures du pays dans un climat d'insécurité et entraîné d'importants mouvements internes et transfrontaliers des populations.

Le succès sans précédent de cette opération n'aurait pu être possible sans une forte mobilisation nationale, la participation active de nombreux centrafricains et centrafricaines, la volonté et la détermination des cadres nationaux, et en particulier ceux du Bureau Central du Recensement (BCR). C'est aussi et surtout le fruit du ferme engagement du Gouvernement et de l'appui technique et financier conséquent de multiples partenaires au développement de la RCA, dont les plus importants dans le cadre du RGPH 2003 sont, dans l'ordre, l'UNFPA, l'Union Européenne (UE), le Gouvernement du Japon, l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Gouvernement de Chine.

Le processus du troisième RGPH s'est traduit par la mise en œuvre de quatre projets qui ont coûté au Trésor public centrafricain et aux partenaires au développement de la RCA environ 4.966.401 de dollars US. Malgré son coût élevé, cette opération de collecte reste et s'avère d'un coût-efficacité remarquable compte tenu de la richesse des données, informations et connaissances qu'elle a générées et des multiples usages que l'on peut en faire pour le développement. Au total, dix sept (17) thèmes ont pu être analysés au terme de la première phase d'analyse des données du RGPH 2003. Outre les thèmes classiques tels que le volume et la répartition spatiale de la population, la fécondité et les migrations, certaines des analyses thématiques permettent par exemple de mettre en évidence les inégalités parfois criantes entre les hommes et les femmes et de faire ressortir la pauvreté d'existence du ménage centrafricain, aux niveaux à la fois macro- et méso- et micro-économique de la réalité. Ce que jamais une enquête, si représentative ou d'envergure nationale soit-elle, ne permet de réaliser. En plus de la mise en place sous peu d'une base de données multisectorielles autrement capitale pour le suivi et l'évaluation des OMD et des résultats du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement en RCA (UNDAF), un volume séparé consacré aux projections et perspectives

démographiques de la RCA à l'horizon 2015<sup>1</sup> est en cours de préparation, de même que des analyses approfondies sur des thèmes d'intérêt programmatique pour le gouvernement et ses partenaires au développement qui sont envisagées.

Le présent rapport fait partie de la série des dix-sept rapports d'analyse thématique issue des premières analyses des données du RGPH 2003 et dont la publication s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement visant à réaliser le diagnostic de la situation de la pauvreté de la population en vue de finaliser l'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dans le but, à juste titre, de bénéficier des ressources de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE).

Le partenariat dynamique entretenu avec l'Union Européenne qui a assuré, à hauteur de 1,5 millions d'euros, en partie le financement des opérations de dénombrement et d'analyse des données du RGPH 2003, l'Institut de Formation et de Recherche Démographique (IFORD) de Yaoundé, l'Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique (INSAE) du Bénin, le Bureau Central du Recensement du Gabon et, enfin mais non moins important, l'Équipe d'Appui Technique de l'UNFPA à Dakar qui ont assuré, à divers degrés, l'encadrement technique des cadres nationaux constitue une belle expérience de coopération sud-sud, de collaboration et de coordination entre bailleurs de fonds, qui a permis d'améliorer, comme jamais auparavant, la connaissance des conditions de vie des Centrafricains et des Centrafricaines.

Au nom de l'UNFPA, je saisis cette occasion pour remercier tous les partenaires au développement qui ont contribué de près ou de loin à la réussite du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de la RCA ». Je voudrais citer en particulier l'Union Européenne, le Gouvernement du Japon, l'UNICEF, le PNUD, le Gouvernement de Chine, ainsi que tous les experts internationaux impliqués tout au long du processus, et surtout tous les cadres nationaux dont les compétences acquises, à travers cet exercice réussi, seront sans doute utilisées ailleurs dans le cadre de la coopération sur-sud. Je m'emploierai à le favoriser pendant mon mandat en RCA et au-delà.

Enfin, qu'il me soit permis de réaffirmer la volonté et la détermination de l'UNFPA à continuer à appuyer le Gouvernement centrafricain et à encourager tous les partenaires au développement de la RCA, les organisations de la société civile, les ONG et les partenaires du secteur privé, les organisations à assise communautaire, les chercheurs, les planificateurs, etc. à faire plein usage de cette mine quasi-inépuisable de données et d'informations que nous offre le RGPH 2003 pour la promotion du développement économique et social durable en RCA.

New York, le 30 juin 2005

**Basile O. TAMBASHE, Ph.D**  
**Représentant de l'UNFPA en Centrafrique**

---

<sup>1</sup> La nécessité de prendre en compte l'impact de la pandémie du VIH/SIDA est ce qui nous fait prendre du recul pour mieux étudier le contexte et affiner les hypothèses de travail pour mieux asseoir les projections et perspectives à établir.

## RÉSUMÉ

## SOMMAIRE

PRÉFACE .....	i
AVANT-PROPOS .....	ii
RÉSUMÉ .....	iv
SOMMAIRE .....	v
LISTE DES TABLEAUX .....	vi
LISTE DES GRAPHIQUES .....	vii
LISTE DES CARTES THÉMATIQUES .....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS .....	ix
INTRODUCTION .....	1
VOLUME, STRUCTURE ET RÉPARTITION DE LA POPULATION .....	1
MIGRATION .....	4
Migration interne .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Migration internationale .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
CARACTÉRISTIQUES SOCIOCULTURELLES .....	6
Appartenance ethnique .....	16
Le sango parlé .....	17
Religion .....	18
ÉTAT MATRIMONIAL ET NUPTIALITÉ .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
État matrimonial .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Régime matrimonial .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Nuptialité .....	8
NATALITÉ, FÉCONDITÉ ET STÉRILITÉ .....	7
Natalité .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Fécondité .....	10
Infécondité et stérilité .....	11
MORTALITÉ .....	9
Mortalité générale .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Mortalité maternelle .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
ALPHABÉTISATION, INSTRUCTION ET SCOLARISATION .....	16
Alphabétisation .....	19
Niveau d'instruction .....	21
Scolarisation .....	22
Scolarisation au secondaire .....	23
Répartition géographique de la population scolaire .....	24
CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES .....	24
Volume et structure de la population active .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
La population active occupée .....	28
Étude des groupes professionnels .....	28
Occupation des enfants non-scolarisés et déscolarisés .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
La population au chômage .....	29
Volume et structure de la population inactive .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
POPULATIONS VULNÉRABLES .....	30
Les personnes de moins de 18 ans .....	30
Les personnes handicapées .....	33
Prévalence du handicap .....	33
Le type de handicap .....	34
Profil sociodémographique des personnes handicapées .....	35
Activité économique .....	36
Les personnes âgées .....	36
Cadre de vie et conditions d'habitation des personnes âgées .....	38
<b>3.1.1 Cadre de vie</b> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Taille des ménages .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Caractéristiques du logement .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>3.1.1 Importance numérique de quelques groupes cibles</b> .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Milieu de résidence .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Poids démographiques des villes de plus de 20.000 habitants.....	3
Tableau 2. Répartition spatiale de la population résidente .....	2
Tableau 3. Proportion de migrants par type, préfecture et sexe	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 4. Solde migratoire des différentes régions selon le type de migration .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 1. Répartition de la population centrafricaine selon la religion par milieu de résidence .....	18
Tableau 2. Répartition de la population centrafricaine selon la religion par préfecture .....	19
Tableau 1. Répartition de la population résidente de 12 ans et plus selon l'état matrimonial par groupe ethnique .....	6
Tableau 2. Taux et de intensité de la polygamie selon les religions .....	7
Tableau 1. Niveaux des indicateurs de fécondité par milieu de résidence .....	10
Tableau 2. Niveaux des indicateurs de fécondité par milieu de résidence .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 11. Prévalence de la stérilité et de l'infécondité par préfecture .....	12
Tableau 1. Espérance de vie à la naissance selon le sexe et le milieu de résidence .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 2. Niveaux des indicateurs de la mortalité .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 1. Taux d'analphabétisme parmi la population âgée	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 1. Taux bruts et taux spécifiques selon le milieu de résidence et par sexe .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 2. Répartition (%) de la population active résidente de 6 ans et plus des ménages ordinaires selon la catégorie par sexe et par milieu de résidence .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 3. Répartitions des actifs occupés par sexe et par professions	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 1. Répartition des enfants de moins de 18 ans selon le groupe d'âge par sexe .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 2. Répartition des enfants selon la survie des parents	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 3. Proportion des enfants mariés selon le sexe et le groupe d'âge .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 4. Proportion d'enfants travailleurs selon le sexe et le groupe d'âge ..	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 8. Prévalence du handicap dans la population selon le sexe, le milieu et la préfecture de résidence .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
Tableau 9. Répartition des personnes handicapées selon le type de handicap par sexe .....	34
Tableau 5. Poids démographique des personnes âgées selon le sexe et le milieu de résidence .....	37
Tableau 6. Répartition des personnes âgées par sexe et groupe d'âge selon la situation d'activité .....	37
Tableau 7. Répartition des personnes âgées par sexe et groupe d'âge selon le lien de Parenté dans le ménage (Milieu de résidence) .....	38

## **LISTE DES GRAPHIQUES**

## **LISTE DES CARTES THÉMATIQUES**

## **LISTE DES ABRÉVIATIONS**

## INTRODUCTION

La République Centrafricaine a organisé du 8 au 22 décembre 2003 la phase de dénombrement de son troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH03). Ce recensement fait suite à ceux de 1975 et de 1988. Outre la phase préparatoire (1995-1997), le RGPH03 comprend au total dix étapes : 1) la cartographie censitaire ; 2) le recensement pilote ; 3) le dénombrement ; 4) la publication des résultats provisoires ; 5) l'enquête post-censitaire ; 6) le traitement (codification, saisie, apurement) des données ; 7) l'analyse des données ; 8) la publication des résultats ; 9) la dissémination des résultats ; et 10) la création et vulgarisation d'une base de données multisectorielles.

Le RGPH03 visait à collecter des informations sur les caractéristiques de la population et sur ses conditions d'habitation. Dix-sept thèmes avaient été identifiés et ont fait l'objet de rapports d'analyse thématique.

Treize thèmes ont traité des caractéristiques de la population, à savoir :

- Son effectif, sa répartition par sexe et âge et sa répartition sur le territoire national ;
- Les composantes de sa dynamique (migration/urbanisation, état matrimonial/nuptialité, natalité/fécondité et mortalité) ;
- Ses caractéristiques socioculturelles, économiques et son niveau d'éducation ;
- Ses groupes vulnérables (enfants, handicapés, personnes âgées et femmes) ; et
- Ses sous-populations spécifiques (Mbororos, Pygmées et Réfugiés).

Trois thèmes ont respectivement porté sur :

- Les caractéristiques des ménages ;
- Les conditions d'habitation ; et
- La pauvreté non-monnaire.

Le dix-septième thème était consacré à la monographie de Bangui, capitale de la RCA.

Le présent rapport fait la synthèse des résultats issus de l'analyse de ces 17 thèmes (étape 7 du processus) en vue de préparer les étapes subséquentes de publication et de dissémination des résultats. Les résultats présentés portent sur les niveaux des différents indicateurs au moment du recensement et, dans la mesure du possible, sur leur évolution dans le temps. Les sources de comparaison sont les recensements antérieurs de 1975 et de 1988, l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) de 1994/95 et l'Enquête à Indicateurs Multiples (MICS) de 2000. Afin de mieux faire ressortir les inégalités de genre, les indicateurs sont présentés en distinguant les hommes des femmes.

## VOLUME, STRUCTURE PAR SEXE ET ÂGE ET RÉPARTITION SPATIALE DE LA POPULATION

**La RCA comptait 3.895.139 habitants en décembre 2003 dont une majorité de jeunes**

Parmi les 3.895.139 habitants de la RCA, on dénombre un peu plus de femmes (1.955.813) que d'hommes (1.939.326). Les femmes représentent ainsi 50,3 % de la population contre 49,7 % d'hommes. La population est en outre majoritairement jeune. La moitié (49,4 %) a moins de 18 ans et les personnes âgées de 60 ans et plus ne représentent que 4,2 % de la population.

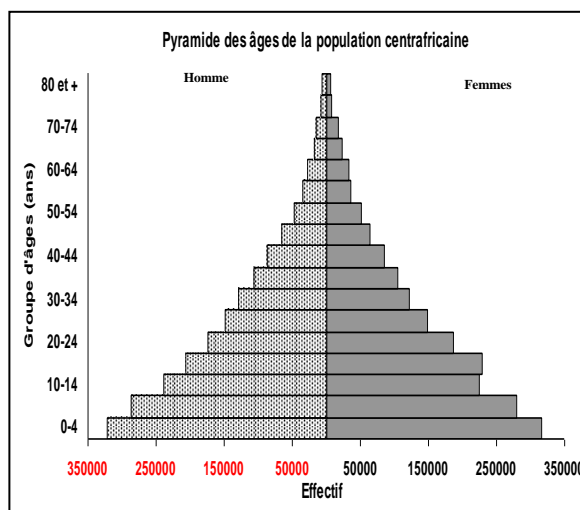


Tableau 1. Répartition spatiale de la population résidente

**La population est inégalement répartie sur le territoire national**

En RCA, on compte 6,3 habitants au km<sup>2</sup>. Cette densité varie très sensiblement selon la préfecture. La préfecture la moins densément peuplée est le Bamingui-Bangoran avec 0,7 habitants au km<sup>2</sup>. La Basse-Kotto est la préfecture la plus densément peuplée, avec 14,2 habitants au km<sup>2</sup>. Il est à noter cependant le cas particulier de la ville de Bangui, capitale de la RCA et dix-septième préfecture du pays, et dont la densité est de 9.295 habitants/km<sup>2</sup>.

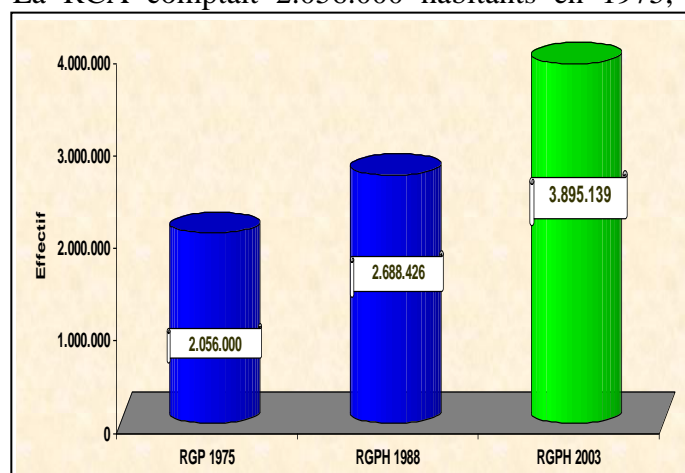
Régions et préfectures	Ensemble	Homme	Femme	Densité (h/km <sup>2</sup> )
<b>RCA</b>	<b>3.895.139</b>	<b>1.939.326</b>	<b>1.955.813</b>	<b>6,3</b>
<b>Région 1</b>	<b>603.600</b>	<b>300.873</b>	<b>302.727</b>	<b>11,8</b>
Ombella-M'Poko	356.725	178.536	178.189	11,2
Lobaye	246.875	122.337	124.538	12,8
<b>Région 2</b>	<b>699.535</b>	<b>351.851</b>	<b>347.684</b>	<b>9,2</b>
Mambéré-Kadéï	364.795	184.026	180.769	12,1
Nana-Mambéré	233.666	116.619	117.047	8,8
Sangha-Mbaéré	101.074	51.206	49.868	5,2
<b>Région 3</b>	<b>799.726</b>	<b>392.720</b>	<b>407.006</b>	<b>9,7</b>
Ouham-Pendé	430.506	210.455	220.051	13,4
Ouham	369.220	182.265	186.955	7,3
<b>Région 4</b>	<b>512.946</b>	<b>252.586</b>	<b>260.360</b>	<b>5,9</b>
Kémo	118.420	58.520	59.900	6,9
Nana-Gribizi	117.816	58.623	59.193	5,9
Ouaka	276.710	135.443	141.267	5,5
<b>Région 5</b>	<b>185.800</b>	<b>93.860</b>	<b>91.940</b>	<b>1,0</b>
Bamingui-Bangoran	43.229	21.382	21.847	0,7
Haute-Kotto	90.316	47.602	42.714	1,0
Vakaga	52.255	24.876	27.379	1,1
<b>Région 6</b>	<b>470.761</b>	<b>232.430</b>	<b>238.331</b>	<b>3,5</b>
Basse-Kotto	249.150	122.966	126.184	14,2
Mbomou	164.009	81.292	82.717	2,7
Haut-Mbomou	57.602	28.172	29.430	1,0
<b>Région 7 (Bangui)</b>	<b>622.771</b>	<b>315.006</b>	<b>307.765</b>	<b>9295,1</b>

## DYNAMIQUE DE LA POPULATION

### La population double tous les 28 ans

Graphique 1. Évolution de l'effectif de la population entre 1975 et 2003

La RCA comptait 2.056.000 habitants en 1975, 2.688.426 habitants en 1988 et 3.895.139 habitants en 2003.



La population de la RCA a donc augmenté de 2,5 % par année entre 1988 et 2003. À ce rythme, elle double tous les 28 ans.

L'évolution de l'effectif d'une population (dynamique démographique) est assurée par quatre phénomènes : la migration, dont l'un des corollaires est l'urbanisation ;

la nuptialité, qui expose le plus à la fécondité à travers le mariage ; la natalité/fécondité ; et la mortalité.

### 1.1 Urbanisation

#### Plus de six Centrafricains sur dix vivent en milieu rural

La population de la RCA est majoritairement rurale. 2.419.824 personnes vivent en milieu rural, soit 62,1 % de la population totale, contre 1.475.315 en milieu urbain. La proportion de la population qui vit en ville (taux d'urbanisation) a très peu varié dans le temps. Il est passé de 32,6 % en 1975 à 36,5 % en 1988 et 37,9 % en 2003, soit une augmentation relative de 16,3 % en 30 ans.

#### La moitié de la population urbaine du pays vit dans deux villes : Bangui et Bimbo

Tableau 2. Poids démographiques des villes de plus de 20.000 habitants

Villes de plus de 20.000 habitants	Effectif	Part dans population urbaine nationale (%)	Part dans la population de la RCA (%)
Bangui	622.771	42,2	16,0
Bimbo	124.176	8,4	3,2
Berberati	76.918	5,2	2,0
Carnot	45.421	3,1	1,2
Bambari	41.356	2,8	1,1
Bouar	40.353	2,7	1,0
Bossangoa	36.478	2,5	0,9
Bria	35.204	2,4	0,9
Bangassou	31.553	2,1	0,8
Nola	29.181	2,0	0,7
Kaga-Bandoro	24.661	1,7	0,6
Sibut	22.419	1,5	0,6
Mbaïki	22.166	1,5	0,6
Bozoum	20.665	1,4	0,5

La population urbaine est en outre très concentrée, créant ainsi une mégacéphalie urbaine. La moitié de la population urbaine vit dans la capitale Bangui et sa ville attenante, Bimbo. Seules 14 villes comptent plus de 20.000 habitants.

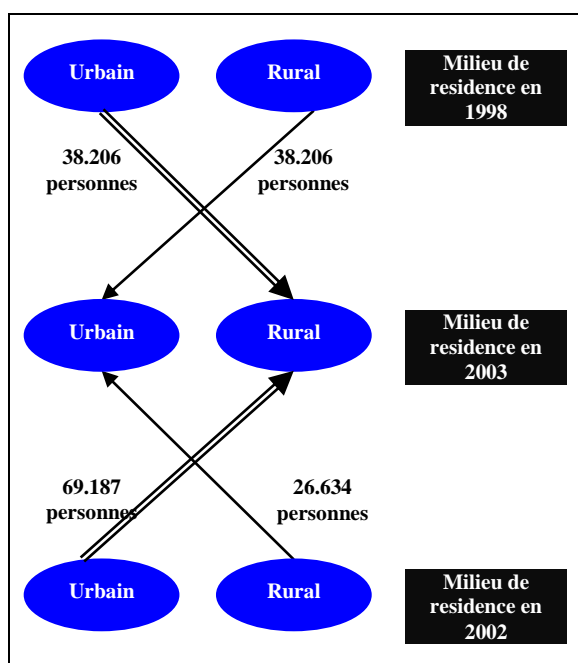
## MIGRATION

### 1.2 Migration urbaine/rurale

#### En RCA, plus de personnes migrent des villes vers les campagnes que l'inverse

Les déplacements de population des campagnes vers les villes (exode rural) et des villes vers les campagnes (exode urbain) constituent une importante composante de l'urbanisation et de la répartition de la population sur le territoire d'un pays. Ils ont également un impact sur la vie économique et sociale du pays.

Graphique 2. Échanges migratoires entre villes et campagnes au cours des périodes 1998-2003 et 2002-2003



Contrairement à ce qui est observé dans la plupart des pays en voie de développement, en RCA l'exode urbain draine deux fois et demie plus de monde que l'exode rural n'en déplace des campagnes vers les villes. 26.634 personnes qui vivaient en ville en 2003 habitaient en milieu rural un an plus tôt tandis que 69.187 résidents des campagnes vivaient en ville en 2002. La même tendance est observée si l'on considère la période 1998-2003. 38.206 citadins en 2003 vivaient en milieu rural cinq ans plutôt tandis que 97.452 ruraux résidaient en milieu urbain en 1998.

L'analyse des destinations montre toutefois que dans le cas de la RCA, l'exode urbain n'est pas un retour au

village sous l'effet de la crise économique comme observé ailleurs, mais plutôt une migration de travail vers les zones d'extraction minières dont la plupart se trouvent en milieu rural.

### 1.3 Migration entre préfectures

#### Certaines préfectures semblent être des terres d'accueil pour les migrants

En se servant de la proportion de la population qui résidait dans une autre préfecture de la RCA en 1998, soit cinq ans avant le recensement, et celle qui résidait dans une autre préfecture en 2002, il apparaît que certaines préfectures sont des terres d'accueil pour les migrants : Ombella-M'Poko, Haute-Kotto, Sangha-Mbaéré, Bangui et Haut-Mbomou. À titre d'exemple, 17,4 % de la population de l'Ombella-M'Poko n'y résidaient pas avant 1998 et 8,8 % habitaient une autre préfecture un an plus tôt. Par contre d'autres préfectures comme la Vakaga, l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Basse-Kotto et la Nana-Gribizi seraient moins attractives pour les migrants. Dans la Vakaga, seul 1,5 % de la population est constitué de migrants installés après 1998 et 0,5 % de migrants installés après 2002.

Tableau 3. Préfectures d'origine et de destination des migrants 2002 et 1998

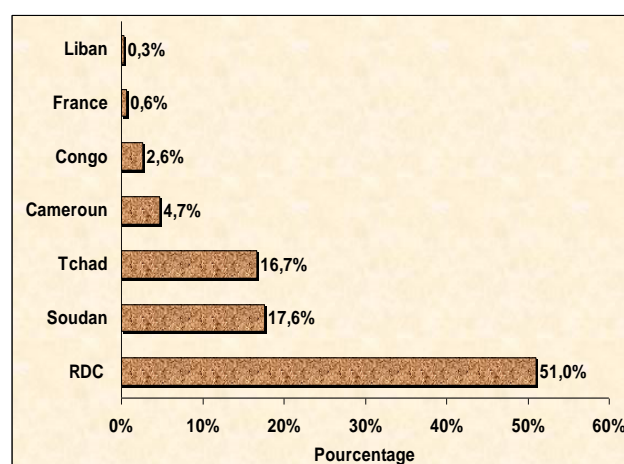
Préfecture de résidence	% de migrants durée de vie		% de migrants 1998		% de migrants 2002	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Ombella-M'Poko	45,8	45,5	17,4	16,9	9,0	8,8
Lobaye	13,9	13,0	6,5	5,7	3,1	2,8
Mambéré-Kadéï	19,1	16,8	8,0	6,9	4,1	3,5
Nana-Mambéré	9,3	9,4	5,3	4,6	3,0	2,6
Sangha-Mbaéré	29,6	25,4	12,4	10,3	5,9	5,0
Ouham-Pendé	4,0	4,4	2,2	2,1	1,3	1,2
Ouham	4,6	4,4	2,3	2,0	1,7	1,4
Kémo	12,4	13,4	6,3	4,3	2,9	2,7
Nana-Gribizi	8,4	8,5	2,9	2,9	1,5	1,5
Ouaka	10,6	10,7	5,1	9,0	2,5	2,0
Bamingui-Bangoran	8,8	7,0	7,0	4,6	3,7	2,2
Haute-Kotto	40,4	35,3	13,6	11,3	5,1	4,3
Vakaga	1,9	1,5	1,5	0,9	0,9	0,5
Basse-Kotto	5,7	28,3	3,4	2,7	1,9	1,4
Mbomou	13,8	12,9	5,4	4,8	2,4	2,1
Haut-Mbomou	27,9	29,5	9,7	7,5	5,2	3,9
Bangui	32,6	5,9	9,7	5,6	5,7	5,3

## 1.4 Migration internationale

### La RCA n'est pas une terre de migration internationale

La RCA n'a que 11.003 immigrants et 11458 émigrants, soit un solde négatif de 455 personnes. Aussi bien les flux entrants que sortants sont dominés par les hommes. Il y a 126 immigrants hommes pour 100 immigrantes. Le rapport de masculinité des émigrants est encore plus élevé 159 hommes pour 100 femmes. Plus d'hommes sont partis (solde de -901), alors que c'est l'inverse qui s'est produit chez les femmes (solde de 446).

Graphique 3. Principaux pays d'origine des immigrants en RCA



Bien que la population étrangère ait augmenté en effectif au cours des trente dernières années (52.304 en 1975, 63.845 en 1988 et 69.880 en 2003), sa part dans la population totale a régulièrement baissée. Elle est passée de 3,0 % en 1975 à 2,6 % en 1988 et 1,8 en 2003.

La quasi-totalité des immigrants (92 %) sont des ressortissants des cinq pays frontaliers de la RCA : la République Démocratique du

Congo (RDC), le Soudan, le Tchad, le Cameroun et le Congo. La RDC fournit la moitié des immigrants, suivie du Tchad et du Soudan (17 % chacun). Par contre, les Centrafricains émigrent essentiellement vers la France.

## 1.5 État matrimonial/Nuptialité

Même si une partie non négligeable des naissances a lieu en dehors du mariage, celui-ci demeure le cadre privilégié de la procréation. Par le fait qu'elle expose à la procréation à travers l'entrée en union, la nuptialité constitue ainsi une composante importante de la dynamique démographique.

Le RGPH03 a recueilli l'état matrimonial de toutes les personnes âgées de 12 ans et plus. L'analyse de ces données comparée aux résultats des recensements antérieurs révèle, d'une part, que la proportion de célibataires dans la population est en hausse depuis 1975 et, d'autre part, les hommes et les femmes se marient de plus en plus tardivement.

### **Le célibat est prédominant en milieu urbain et l'union en milieu rural.**

Tableau 4. Répartition de la population résidente de 12 ans et plus selon l'état matrimonial par groupe ethnique

Sexe et milieu de résidence	Célibataire	Marié	Veuf	Séparé	Divorcé
<b>RCA</b>					
Ensemble	48,3	48,4	1,5	1,1	0,7
Homme	35,0	54,3	7,2	2,2	1,3
Femme	41,5	51,4	4,4	1,7	1,0
<b>Urbain</b>					
Ensemble	55,6	41,3	1,3	1,3	0,5
Homme	42,0	46,7	7,4	2,8	1,1
Femme	48,7	44,0	4,4	2,1	0,8
<b>Rural</b>					
Ensemble	43,5	53,1	1,7	1,0	0,8
Homme	30,6	59,1	7,1	1,9	1,4
Femme	36,9	56,2	4,4	1,4	1,1

La situation matrimoniale de la population centrafricaine est caractérisée par une prédominance des personnes mariées/en union (51,4 %) et par des différences marquées selon le sexe, le milieu de résidence, la préfecture et le groupe ethnique. Du fait de la valorisation du mariage chez les femmes, ces dernières sont plus nombreuses à être en union (54,3 %) que les

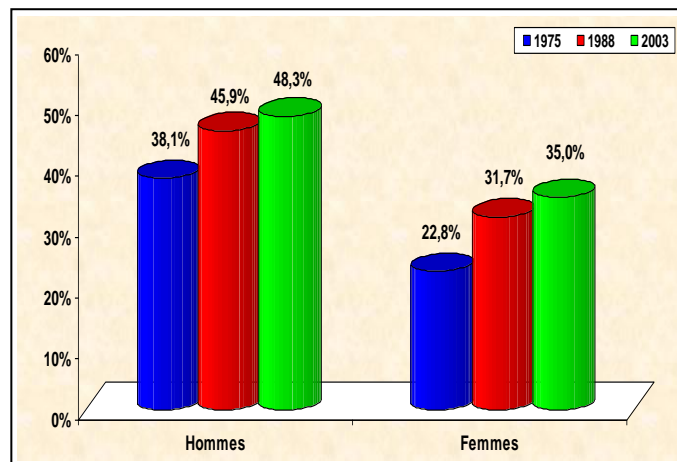
hommes (48,4 %). Alors que le mariage domine en milieu rural (56,2 % de mariés et 36,9 % de célibataires), on observe le contraire en milieu urbain où les célibataires sont plus nombreux (49 %) que les mariés (44 %). Les conditions de vie des populations en milieu urbain notamment les difficultés d'emploi, le relâchement du contrôle social et les besoins de scolarisation seraient à la base de cette différence. Mais l'existence de la pratique de la polygamie peut être aussi être à l'origine de ce constat.

La proportion de personnes en union dépasse 50 % dans toutes les préfectures à l'exception du Mbomou (49,3 %) et de Bangui où il atteint son minimum avec 40,6 %. Le maximum est atteint dans la Basse Kotto (56,3 %).

La répartition par groupe ethnique révèle des différences marquées. Le mariage semble plus valorisé dans certains groupes que dans d'autres. Seuls 43 % des Sango-Yakoma et 47,8 % des Zandé-Nzakara sont mariés contre 53 % environ chez les Gbaya, les Banda et les Mboum. Les divorcés sont moins nombreux chez les Haoussa, probablement à cause du remariage fréquent dans ce groupe en cas de divorce ou de veuvage.

## Le célibat gagne du terrain au détriment du mariage, aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

Graphique 4. Évolution de la proportion de célibataires parmi les hommes et les femmes âgés de 12 ans et plus



La proportion de célibataires chez les hommes et chez les femmes augmente régulièrement depuis 1975. En 1975, seules 23 % des femmes étaient célibataires alors qu'en 2003, plus du tiers d'entre elles (35 %) n'avait pas encore contracté une union. Chez les hommes, la proportion de célibataires est passée de 38 % à 48 % au cours de la même période.

## La polygamie est une réalité en RCA.

Une femme mariée sur cinq vit en union polygamique (11 % en union bigamique et 1,8 % dans une union à trois femmes ou plus) et 12,8 % des hommes mariés le sont mariés avec plus d'une femme (16,4 % avec deux femmes et 4,0 % avec trois femmes ou plus). Les deux indices d'intensité de la polygamie confirment ces résultats. L'Em qui donne le nombre moyen d'épouses par homme en union et l'Ep qui est le nombre moyen d'épouses par homme polygame se situent respectivement à 1,1 et 2,1 femmes.

Tableau 5. Taux et de intensité de la polygamie selon les religions

Religion	Taux de polygamie (%)	Intensité	
		Em	Ep
Ensemble	16,9	1,1	2,1
Catholique	11,8	1,1	2,1
Protestant	11,9	1,2	2,2
Islam	20,5	1,2	2,2
Autres	13,2	1,2	2,3
Sans religion	10,7	1,1	2,1

Le taux en RCA varie entre 6 % à Bangui et 39 % dans la Vakaga. Six préfectures ont des taux supérieurs ou égaux à 20 %. Il s'agit de la Vakaga (38,9 %), la Basse-Kotto (24,9 %), la Bamingui-Bangoran (23,6 %), la Ouaka (21,5 %), la Nana-Mambéré (20,3 %) et l'Ouham Pendé (20 %).

L'ethnie semble être fortement associée à la pratique de la polygamie en RCA. Les Haoussa, les Mboum et les Sara se distinguent des autres ethnies avec respectivement des taux de polygamie élevés estimés à 22,2 %, 17,2 % et 15,1 %. Alors que les taux relativement faibles sont observés chez les Zandé-Nzakara (7,2 %) et les Mandja (9,5 %).

Les musulmans ont le taux de polygamie le plus important avec 20,5 % bien que cette pratique soit existante dans les autres religions. Même si la fréquence de la polygamie

est relativement plus faible chez les chrétiens, elle y est pratiquée nonobstant les principes l'interdisant.

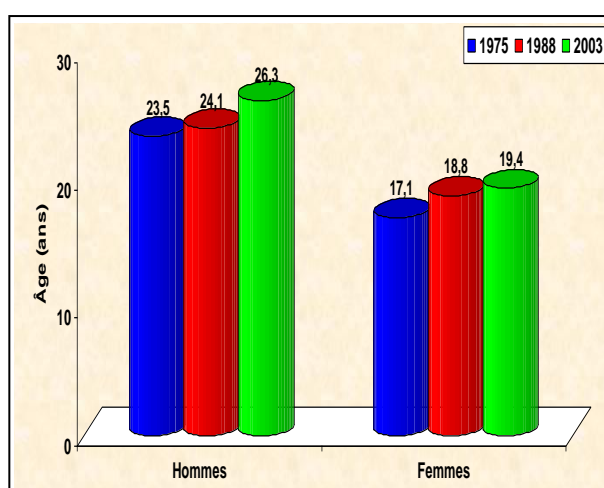
Plus le niveau d'instruction est élevé, moins on pratique la polygamie. En effet, le taux passe de 14,57 % pour les sans niveaux à 13,22 % pour ceux du niveau primaire, à 9,88 % au niveau secondaire et 6% au niveau supérieur.

## Nuptialité

L'étude de la nuptialité s'intéresse au calendrier de l'entrée en première union (à quel âge les individus contractent leur première union?) et à l'intensité du phénomène (quelle proportion de la population finit par contracter tôt ou tard une union?).

**L'entrée en première union est précoce en RCA chez les femmes (19,4 ans) et plutôt tardive chez les hommes (26,3 ans) et est en constante augmentation depuis 1975**

Graphique 5. Évolution de l'âge au premier mariage entre 1975 et 2003 selon le sexe



Quel que soit le sexe, l'entrée en première union est plus tardive en milieu urbain (27,2 ans chez les hommes et 20,6 ans chez les femmes) qu'en milieu rural (25,5 ans chez les hommes et 19,3 ans chez les femmes). L'évolution de l'âge d'entrée en union est cependant à la hausse aussi bien chez les femmes que chez les hommes. L'âge moyen au premier mariage des hommes est passé de 23 ans et demi en 1975 à 26 ans en 2003. La même tendance à la hausse est observée chez les femmes

même si le mariage demeure précoce chez ces dernières (elles se marient en moyenne à 19,5 ans).

L'âge moyen d'entrée en première union croît avec le niveau d'instruction. Cet âge passe de 24,8 ans pour les hommes sans niveau à 33,9 ans pour les personnes de même sexe du niveau supérieur, soit un gain de 9 ans. Pour les femmes, il passe de 15,6 ans pour celles qui n'ont jamais fréquenté un établissement scolaire à 27 ans pour celles ayant atteint le niveau supérieur, soit un gain de 11,5 ans. L'écart de cet âge entre hommes et femmes est supérieur à la moyenne nationale (6,9 ans) pour les sans niveau, le primaire et le secondaire. Par contre l'écart d'âge entre les hommes et les femmes du niveau supérieur est en deçà (6,8 ans).

Le calendrier de la nuptialité varie en fonction du groupe ethnique des personnes recensées. Quel que soit le groupe ethnique, les femmes entrent en union plus précocement que les hommes. Mais, parmi tous les groupes ethniques en RCA, les femmes, Mboum, Peuhls Foulbé, Haoussa, Gbaya, Banda et Ngbaka-Bantou entrent en première union en deçà de 18 ans, avec respectivement 15,3 ans, 16,2 ans, 17,1 ans et 17,4 ans. Par contre chez les femmes des groupes Sara, Mandja, Yakoma-Sango et

Zandé-Nzakara l'entrée est plus tardive (respectivement 18,1 ans, 18,5 ans, 18,7 ans et 22,2 ans).

### **Le célibat définitif est rare en RCA**

Le mariage est presque universel en RCA. Aussi bien les hommes que les femmes finissent tôt ou tard par se marier. A 55 ans, seuls 4,7 % n'ont jamais contracté une union et à 50 ans, seules 4,9 % des femmes sont toujours célibataires.

### **Les femmes se marient à des hommes plus âgés qu'elle**

L'écart d'âge entre conjoints est de 6,5 ans pour l'ensemble de la RCA et de 7,5 ans en milieu urbain et 6,1 en milieu rural. Ces écarts varient en fonction de la région administrative.

## **1.6 Natalité, fécondité et stérilité**

La fécondité est la troisième composante de la dynamique démographique. En RCA, sa contribution à l'évolution de l'effectif de la population est quelque peu amoindrie par l'incapacité de certaines femmes à donner naissance (stérilité). En effet, une partie du pays se situe sur la ceinture d'infécondité/stérilité qui traverse plusieurs pays d'Afrique Centrale. Aussi, relève-t-on des proportions élevées de femmes ne pouvant pas donner naissance dans certaines préfectures de la RCA.

### **Natalité**

#### **Entre décembre 2002 et décembre 2003, les femmes centrafricaines ont mis au monde 67.153 garçons et 67.211 filles**

La natalité mesure la fréquence des naissances au sein d'une population. Le recensement a enregistré 39 naissances annuelles pour mille habitants pour l'ensemble de la RCA. Cet indicateur qui est le taux brut de natalité se situe à 38,2 naissances pour mille habitants en milieu urbain et 39,4 en milieu rural. Le RGPH03 évaluent ainsi à 134.211 le nombre de naissances vivantes survenues en RCA entre décembre 2002 et décembre 2003. Il est né un peu plus de filles que de garçons durant cette période (50,1 % contre 49,9 %).

#### **La natalité baisse en RCA depuis 15 ans et l'écart entre milieux urbain et rural se creuse**

Après avoir stagné au cours de la période 1975-1988 (45,7 ‰ en 1975 et 45,9 ‰ en 1988), la natalité a connu une forte baisse au cours des quinze dernières années pour se stabiliser autour de 39,0 ‰ en 1994 (39,8 ‰) et 2003 (39,1 ‰). En 1988, il n'y avait pas de différence de natalité entre milieu de résidence, mais la tendance à la baisse amorcée en 1988 apparaît plus clairement en milieu urbain et en milieu rural.

#### **De fortes variations régionales de la natalité**

L'ICN oscille entre 33,5 ‰ à Bangui à 46,0 ‰ dans la Bamingui-Bangoran. Par ailleurs, le nombre des naissances annuelles pour 1000 habitants est en dessous de la moyenne nationale (39,1 ‰) dans six préfectures. Il s'agit des préfectures du Haut-M'bomou (31,5 ‰), de la Mambéré-Kadéï (36,8 ‰), de la Nana-Gribizi (37,1 ‰), de la Ouaka (38,4 ‰), de la Kémo (38,4 ‰) et de la Nana-Mambéré (38,5 ‰).

## Fécondité

Contrairement à la natalité, l'analyse de la fécondité consiste à étudier les naissances parmi les femmes en âge de procréer (15-49 ans) uniquement. La fécondité est mesurée par le Taux Global de Fécondité Général (TGFG), l'Indice Synthétique de Fécondité (ISF), le Taux Brut de Reproduction (TBR) et l'Âge Moyen à la maternité (AMM). Le TGFG est le nombre annuel moyen de naissances vivantes pour 1.000 femmes en âge de procréer (15-19 ans). L'ISF estime le nombre moyen d'enfants qu'aurait une femme âgée de 15-49 ans à la fin de sa vie féconde dans les conditions actuelles de fécondité.

**1.000 femmes centrafricaines âgées de 15-49 ans donnent en moyenne 162 naissances vivantes par année. Une femme centrafricaine âgée de 15-49 ans donnera en moyenne naissance à 5,1 enfants à la fin de sa vie féconde**

Tableau 6. Niveaux des indicateurs de fécondité par milieu de résidence

Indicateurs de fécondité	Ensemble	Urbain	Rural
TGFG (naissances par 1000 femmes)	161,9	##	##
ISF (enfants par femme)	5,1	4,7	5,4
TBR (filles par femme)	2,5	2,3	2,6
Âge moyen à la maternité (ans)	26,9	26,4	27,3

La reproduction de la population centrafricaine est assurée puisque chaque femme donne en moyenne naissance 2,5 filles, assurant ainsi son remplacement dans le rôle de mère. L'âge moyen à la maternité est relativement élevé. Il se situe à 26,9 ans pour l'ensemble du pays, 26,4 en milieu urbain et 27,3 en milieu rural.

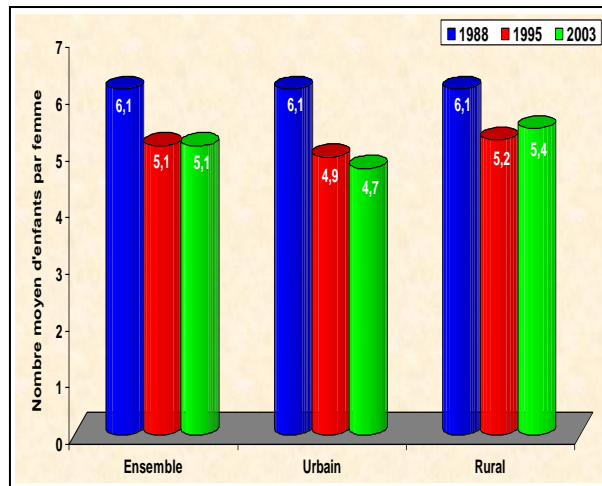
**La fécondité des femmes en RCA est à la fois précoce et se poursuit jusqu'à un âge avancé ce qui ne manque pas de conséquences sur le plan sanitaire**

En effet, sur 1000 femmes âgées de 15-19 ans au dénombrement de décembre 2003, environ 133 ont eu une naissance vivante au cours des 12 derniers, soit une adolescente sur 10. La fécondité précoce est légèrement plus prononcée en milieu rural (137,9 ‰ à 15-19 ans) qu'en milieu urbain (126,0 ‰ à 15-19 ans). On note également que les femmes en RCA poursuivent leur fécondité au delà de 40 ans jusqu'à la fin de la vie procréative. Les femmes âgées de 40-49 ans contribuent à plus de 11 ‰ dans la fécondité du moment. La fécondité tardive est plus marquée en milieu rural qu'en milieu urbain. L'âge moyen à la maternité assez élevé dans un pays caractérisé par une entrée très précoce dans la vie procréative illustre sans doute l'étalement de la fécondité sur toute la vie génésique.

**Une femme centrafricaine met au monde 5,1 enfants en moyenne**

Le nombre moyen d'enfants que met au monde une femme à la fin de sa période de maternité (fixée habituellement à 50 ans) mesure le niveau de fécondité dans une population.

**Graphique 6.** Nombre moyen d'enfants par femme selon le milieu de résidence



Les données du RGPH03 montrent qu'une femme centrafricaine met au monde 5,1 enfants en moyenne à la fin de sa période de maternité. La fécondité est plus élevée en milieu rural où elle atteint 5,4 enfants par femme qu'en milieu urbain (4,7 enfants). Le nombre moyen d'enfants par femme est globalement restée stable au cours des dix dernières années après l'amorce de baisse observée entre 1988 et 1994.

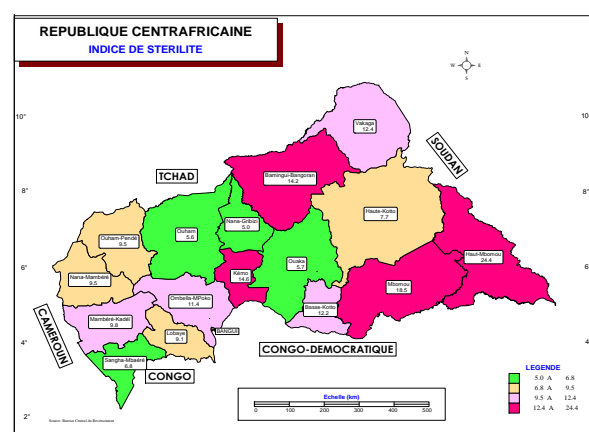
## Infécondité

Les femmes qui n'auront pas leur premier enfant né vivant au niveau national en 2003 représentent 29,7 % indiquant l'ampleur de l'infécondité primaire sur l'ensemble du pays. Il est plus élevé en milieu urbain (36,8 %) qu'en milieu rural (23,0 %). Ce niveau d'infécondité primaire a connu une hausse par rapport au recensement de 1988 où il était estimé à 25,9 %. Le niveau de d'infécondité secondaire est élevé chez les femmes ayant eu leur deuxième enfant (20,5 %) que chez celles ayant eu leur premier enfant (16,6 %). Le niveau d'infécondité secondaire est plus élevé en 2003 qu'en 1988. Le niveau d'infécondité secondaire est plus accentué en milieu urbain qu'en milieu rural.

## Stérilité

### Une femme centrafricaine sur 10 ne jouit pas du bonheur d'avoir un enfant

**Carte 1.** Proportion de femmes stériles selon la préfecture



Au total, 10,2 % des femmes atteignent la fin de leur période de maternité sans jamais avoir mis au monde un enfant vivant. Cette proportion, qui mesure le niveau de stérilité dans la population, est plus élevée en milieu rural (11,0 %) qu'en milieu urbain (8,7 %). La proportion de femmes ne pouvant donner naissance varie très sensiblement

d'une préfecture à une autre. Dans le Haut-Mbomou, c'est une femme sur quatre qui ne connaît pas la joie d'être mère alors qu'elles sont 5 sur cent à vivre ce drame dans la Nana-Gribizi, la préfecture la moins touchée en RCA.

### **La prévalence de la stérilité a baissé de plus de moitié en 15 ans au niveau national mais reste élevée, plus particulièrement dans certaines préfectures**

La stérilité a reculé sensiblement dans le pays entre 1988 et 2003. La proportion de femmes ne pouvant donner naissance est ainsi passée de 26 % à 10 % au cours de cette période, soit une baisse de plus de moitié (60,6 %). La baisse la plus spectaculaire s'est produite dans la Mambéré-Kadéï où la proportion de femmes ne pouvant donner naissance a été divisée par 6 en 15 ans (31,7 % en 1988 contre 9,8 % en 2003).

Tableau 7. Prévalence de la stérilité et de l'infécondité par préfecture

Préfecture	Stérilité			Taux d'infécondité (%)
	Taux en 1988 (%)	Taux en 2003 (%)	Écart relatif (%)	
Ensemble	25,9	10,2	-60,6	29,7
Ombella-M'Poko	25,2	11,4	-54,8	30,6
Lobaye	18,8	9,1	-51,6	22,3
Mambéré-Kadéï	20,9	9,8	-53,1	15,2
Nana-Mambéré	31,7	9,5	-70,0	24,5
Sangha-Mbaéré	23,3	6,8	-70,8	31,1
Ouham-Pende	14,1	9,5	-32,6	28,6
Ouham	21,1	5,6	-73,5	19,2
Kémo	32,8	14,6	-55,5	26,9
Nana-Gribizi	17,3	5,0	-71,1	14,9
Ouaka	21,1	5,7	-73,0	13,8
Bamingui-Bangoran	22,7	14,2	-37,4	28,3
Haute-Kotto	25,1	7,7	-69,3	20,7
Vakaga	19,1	12,4	-35,1	42,5
Basse-Kotto	33,4	12,2	-63,5	25,8
Mbomou	35,8	18,5	-48,3	28,1
Haut-Mbomou	37,2	24,4	-34,4	50,9
Bangui	18,7	7,5	-59,9	39,4

L'ampleur de la stérilité totale ou définitive est mesurée par le pourcentage de femmes ayant déclaré n'avoir jamais eu de naissance vivante à 50 ans et plus. Le taux de stérilité se situe à 10,2 % soit une baisse de 60,6 % par rapport au niveau de 1988 (26 %). Cette tendance à la baisse était déjà perceptible avec les données de l'Enquête Démographique et de Santé de 1994/95. La scolarisation des filles, les multiples campagnes de sensibilisation lancées à travers les médias, la mise à contribution des leaders d'opinion pour un comportement sexuel responsable, l'éducation

à la vie familiale introduite dans le milieu scolaire, la fonctionnalité des formations sanitaires, entre autres, pourrait expliquer en majeure partie cette forte baisse. La stérilité sévit plus en milieu rural (11,0 %) qu'en milieu urbain (8,7 %).

## 1.7 Mortalité

**Tous les indicateurs de mortalité sont au rouge, signe de la détérioration des conditions de vie de la population, notamment de ses couches les plus vulnérables**

En plus d'être une composante importante de la dynamique démographique, la mortalité est un bon indicateur des conditions de vie d'une population. Le recensement permet d'estimer trois types de mortalité : la mortalité générale (mesurée par le nombre de décès annuels parmi mille habitants et le nombre d'années que vit en moyenne une personne), la mortalité des enfants de moins de 5 ans (mesurée par le risque de mourir entre 0 et 1 ans, 1 et 4 ans et 0 et 5 ans) et la mortalité maternelle (mesurée par le nombre de décès maternels par 100.000 naissances vivantes).

**Le risque de mourir est deux fois plus élevé en RCA qu'au niveau mondial. Un Centrafricain meurt toutes les 7 mn**

Chaque année, sur 1.000 Centrafricains, il en meurt en moyenne 20. Ce niveau (taux brut de mortalité) est plus élevé chez les hommes (22 ‰) que chez les femmes (18 ‰). Ces résultats signifient qu'un Centrafricain meurt toutes les 7 minutes. La mortalité est deux fois plus élevée en RCA qu'au niveau mondial (9 ‰)<sup>2</sup>. Elle est également plus élevée que la moyenne en Afrique Subsaharienne (17 ‰) et en Afrique Centrale (16 ‰)<sup>3</sup>.

**Les Centrafricains vivent moins longtemps que tous leurs voisins d'Afrique Centrale à l'exception des Angolais**

La forte mortalité en RCA se reflète aussi dans le nombre moyen d'années qu'espère vivre un centrafricain, longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance. L'espérance de vie à la naissance est un indicateur des conditions de mortalité et, indirectement, des conditions de santé. Cet indicateur qui mesure la longévité humaine est le témoin des progrès réalisés ou de la détérioration dans le domaine de la santé publique et dans l'accès aux services de soins de base. Il est également le reflet de nombreuses influences sociales, économiques et environnementales. On peut le relier, par exemple, à la mortalité infantile et à la qualité de l'eau et de l'air.

En RCA, une personne ne vit en moyenne que 42,7 ans contre une moyenne de 48 ans en Afrique Subsaharienne et en Afrique Centrale. Les Centrafricains vivent moins longtemps que tous leurs voisins d'Afrique Centrale à l'exception des Angolais.

Les hommes vivent moins longtemps que les femmes (40 ans contre 45,7 ans). Les ruraux vivent également moins longtemps que les citadins, mais l'écart est moins

---

<sup>2</sup> Les données de comparaison proviennent des estimations pour l'année 2005 du *Population Reference Bureau* ([http://www.prb.org/pdf05/05WorldDataSheet\\_Eng.pdf](http://www.prb.org/pdf05/05WorldDataSheet_Eng.pdf)).

<sup>3</sup> En toute rigueur, les taux bruts de mortalité (TBM) de deux populations différentes ou d'une même population à deux dates différentes ne sont pas directement comparables. En plus de mesurer la mortalité, le TBM est influencé par la structure par âge de la population. Une population plus vieille peut par exemple avoir un TBM plus élevé qu'une population plus jeune même si la mortalité y est en réalité moins élevée (c'est le cas des pays développés qui ont un TBM de 10 ‰ en 2005 contre 8 ‰ pour les pays les moins développés et qui ont pourtant une mortalité plus élevée). La comparaison des TBM de la RCA et ceux d'Afrique Subsaharienne et d'Afrique Centrale est cependant valide étant donné qu'il n'y a pas de différence fondamentale de structures par âge entre ces populations qui pourrait expliquer les écarts observés.

important que celui observé entre hommes et femmes. C'est dans la Région 3 que la longévité est plus grande (45,1 ans), suivie de la Région 2 (44,1 ans) et de la Région 5 (43,8 ans). L'espérance de vie est plus faible dans la Région 6 (36,9 ans) et la Région 4 (37,8 ans).

#### **Espérance de vie à la naissance selon le sexe et le milieu de résidence**

Milieu de résidence	Ensemble	Homme	Femme
RCA	42,7	40,0	45,7
Urbain	43,8	41,5	46,4
Rural	41,8	39,2	45,0

**Entre 1988 et 2003, la RCA a perdu chaque année 4,8 mois d'espérance de vie à la naissance au lieu d'en gagner 6**

L'espérance de vie à la naissance a augmenté de 43 ans en 1975 à 49 ans en 1988 avant de chuter à 42,7 ans en 2003, soit le même niveau que 28 ans plutôt. Si les tendances de gain d'espérance de vie entre 1975 et 1988 étaient maintenues jusqu'en 2003, les Centrafricains auraient espéré vivre 61 ans en 2003. Les Centrafricains ont ainsi perdu annuellement près de 5 mois d'espérance de vie par année entre 1988 et 2005 au lieu d'en gagner 6. La perte est plus marquée chez les hommes (5,9 mois) que chez les femmes (3,9 mois).

#### **Mortalité des enfants de moins de cinq ans**

**Sur 1.000 bébés centrafricains qui naissent, 132 meurent avant d'avoir un an**

En RCA, les causes qui influencent le niveau de la mortalité des enfants sont nombreuses. D'après les statistiques sanitaires, les infections respiratoires et parasitaires, la malnutrition, le paludisme et les maladies évitables par la vaccination constituent les principales causes immédiates des risques de mortalité des enfants de moins de 5 ans. Ces causes déterminent le niveau de la mortalité. On utilise habituellement trois indicateurs pour mesurer la mortalité des enfants : le quotient de mortalité infantile (qui mesure le risque que court un nouveau-né de mourir avant son cinquième anniversaire) ; le quotient de mortalité juvénile (qui mesure le risque que court un enfant âgé d'un an de mourir avant d'atteindre l'âge de cinq ans) ; et le quotient de mortalité infanto-juvénile (qui mesure le risque que court un nouveau-né de mourir entre 0 et 5 ans). Ces quotients sont aussi appelés taux.

Les résultats du recensement montrent que tous les indicateurs de mortalité des enfants atteignent des niveaux très élevés en RCA. Ainsi sur 1.000 enfants nés-vivants, 132 meurent avant d'avoir un an (la moyenne en Afrique Centrale est de 98 ‰). Sur 1.000 qui survivent jusqu'à un an, 101 meurent avant d'avoir cinq ans. Au total, ce sont 220 enfants sur 1.000 nés vivant qui ne célèbrent pas leur cinquième anniversaire.

Les garçons courent un risque de mourir à bas âge plus élevé que les filles, quel que soit le type de mortalité et quel que soit le milieu de résidence considérés. La seule exception est la mortalité entre 0 et 5 ans qui est plus élevée chez les filles que chez les garçons en milieu rural.

## Niveau de mortalité des enfants selon le sexe et le milieu de résidence

Quotient de mortalité	Ensemble (%)	Garçons (%)	Filles (%)
<b>Infantile</b> ( ${}_1q_0$ )			
RCA	132	137	127
Urbain	116	122	111
Rural	141	145	136
<b>Juvenile</b> ( ${}_4q_1$ )			
RCA	101	108	95
Urbain	82	89	76
Rural	113	119	106
<b>Infanto-juvenile</b> ( ${}_4q_0$ )			
RCA	220	230	210
Urbain	188	200	179
Rural	238	218	228

### Dans la Basse-Kotto, plus de trois nouveau-nés sur dix ne survivent pas jusqu'à cinq ans

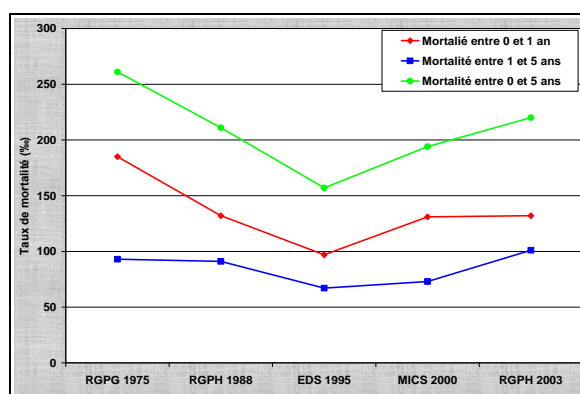
La mortalité des enfants de moins de cinq ans varie très sensiblement selon la préfecture. Dans la Basse-Kotto, plus de trois nouveau-nés sur dix ne survivent pas jusqu'à cinq ans (309 ‰). Dans l'Ouham, c'est plus du quart (284 ‰) qui ne célèbrent pas leur premier anniversaire. Ce sont les préfectures de Bangui et de l'Ombella-M'Poko qui offrent le plus de chances de survie aux enfants avec des taux respectifs de mortalité avant cinq ans de 156 ‰ et 182 ‰.

De manière générale, le risque de mourir à bas âge augmente au fur et à mesure qu'on se déplace d'est en ouest. Le risque est également plus élevé dans les ex-zones de conflit.

### Les enfants centrafricains courent un risque de mourir à bas âge de plus en plus élevé depuis 1995

Tous les indicateurs de mortalité des enfants ont augmenté depuis 1995 après la baisse observée durant la période 1975-1995. Entre 1995 et 2000, c'est la mortalité entre 0 et 1 an qui a augmenté le plus sensiblement, tandis qu'entre 2000 et 2003, c'est plutôt la mortalité entre 1 et 5 ans qui a connu une nette hausse. La mortalité infanto-juvenile a maintenu une hausse régulière sur toute la période allant de 1995 à 2003.

### Évolution de la mortalité des enfants entre 1975 et 2003



## **Le risque de mortalité des enfants dépend aussi des caractéristiques sociodémographiques de leurs mères**

La mortalité des enfants varie également en fonction du niveau d'instruction de la mère et de la situation matrimoniale. Le risque de mortalité des enfants diminue avec le niveau d'instruction de la mère. Le quotient de mortalité infanto-juvénile varie de 120 ‰ parmi les enfants des femmes de niveau supérieur à 234 ‰ parmi les enfants de mères non instruites. Le risque de mortalité est également plus élevé parmi les enfants dont les mères sont non mariées (divorcées ou séparées ou veuves) que celui des enfants issus de mères mariées. Le quotient de mortalité infanto-juvénile des enfants des femmes monogame est de 208 ‰ et de 256 ‰ parmi les enfants des divorcées.

## **Chaque année, 1.821 Centrafricaines rendent l'âme en voulant donner la vie**

En RCA, on dénombre 1.355 décès de femmes pour 100.000 naissances vivantes. Sachant que le nombre annuel de naissances est évalué par le RGPH03 à 134.364, cela signifie que chaque année, 1.821 centrafricaines rendent l'âme des suites d'une grossesse, d'un accouchement ou de couches, autant de vies qui seraient probablement épargnées si l'objectif de la maternité à moindre risque était atteint en RCA. Cela signifie aussi qu'en RCA une femme meurt toutes les cinq heures en donnant la vie. La mortalité maternelle est trois fois plus élevée en RCA qu'au Gabon voisin (420 décès maternels pour 100.000 naissances) et deux fois et demie plus élevée qu'au Congo (510 décès maternelle pour 100.000 naissances).

## **CARACTERISTIQUES SOCIOCULTURELLES, ÉDUCATION ET CARACTERISTIQUES ÉCONOMIQUES**

### **Caractéristiques socioculturelles**

Trois des traits socioculturels caractéristiques de la population centrafricaine sont la diversité ethnique, l'existence d'une langue nationale unitaire (le Sango) et l'adhésion massive aux religions monothéistes, plus particulièrement au christianisme.

## **La RCA est composée d'une mosaïque d'ethnies...**

Les personnes recensées ont déclaré appartenir à une centaine d'ethnies environ. Pour les besoins de cette analyse, ces ethnies ont été regroupées en grands groupes selon leur affinité (voir l'annexe pour les regroupements)<sup>4</sup>.

Malgré la diversité ethnique du pays, la moitié de la population se retrouve dans deux grands groupes ethniques : les Gbaya (qui forment près des trois dixièmes de la population) et les Banda (près du quart). La prédominance de ces deux groupes est observée aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural. Ces deux groupes sont

---

<sup>4</sup> Le recensement a recueilli l'ethnie de 98,2 % de la population centrafricaine, indiquant que celle-ci n'est pas réticente à déclarer son ethnie malgré la sensibilité supposée de cette question.

constitués d'un grand nombre d'ethnies (voir en annexe leur composition), ce qui pourrait expliquer leur supériorité numérique.

### **La répartition régionale de la population par groupe ethnique est très calquée sur les origines géographiques des ethnies**

Les groupes ethniques sont plus représentatifs dans leur région et préfecture d'origine qu'ailleurs. Il est à noter toutefois que chaque groupe ethnique est assez bien représenté à Bangui même si les proportions ne sont pas aussi élevées et que le groupe Banda est plus représentatif à près du quart de la population totale de la ville. Bangui est une ville cosmopolite du point de vue répartition ethnique.

Préfecture	Groupe ethnique											
	Total	Gbaya	Banda	Mandja	Ngba ka Banto u	Sara	Arabe -Peuhl	Mbou m	Ngba n-di	Zande - Nzaka ra	Autres ethnies locales	Ethnies non centrafricaines
Ensemble	100	28,8	22,9	9,9	7,9	7,9	6,0	6,0	5,5	3,0	2,0	0,1
Ombella-M'Poko	100	36,9	13,1	18,7	13,8	4,1	5,4	1,9	3,6	0,9	1,5	0,1
Lobaye	100	30,5	3,2	8,0	48,0	0,9	5,1	0,2	1,2	0,2	2,7	0,1
Mambéré-Kadéï	100	74,7	4,9	1,2	2,1	1,3	11,0	2,4	0,7	0,1	1,3	0,1
Nana-Mambéré	100	76,1	1,6	0,6	0,5	1,1	14,1	4,7	0,3	0,1	0,9	0,1
Sangha-Mbaéré	100	30,8	9,6	3,0	28,3	1,9	5,9	2,2	1,2	0,2	16,8	0,1
Ouham-Pende	100	21,3	2,6	0,2	0,2	16,2	11,6	45,0	0,1	0,0	2,7	0,0
Ouham	100	59,4	5,0	10,1	0,1	22,6	1,8	0,5	0,1	0,0	0,3	0,0
Kémo	100	1,4	36,2	57,0	1,0	1,1	1,6	0,1	1,1	0,2	0,2	0,0
Nana-Gribizi	100	2,2	29,7	56,9	0,3	6,6	1,5	0,2	0,3	0,2	2,2	0,0
Ouaka	100	0,6	83,4	5,4	1,3	1,2	4,8	0,1	1,7	0,3	1,1	0,1
Bamingui-Bangoran	100	1,0	30,6	2,1	0,4	52,5	2,6	0,1	1,4	0,1	8,8	0,4
Haute-Kotto	100	1,4	69,7	1,8	0,5	15,4	6,0	0,2	1,7	1,0	2,2	0,1
Vakaga	100	0,2	0,9	0,2	0,1	83,9	7,5	0,0	0,2	0,1	6,4	0,5
Basse-Kotto	100	0,4	81,6	0,2	0,9	1,6	4,0	0,0	9,2	0,6	1,1	0,4
Mbomou	100	0,8	18,8	0,5	0,3	1,3	2,2	0,1	36,6	38,8	0,6	0,0
Haut-Mbomou	100	0,6	1,3	0,4	0,3	0,4	3,9	0,1	1,5	87,5	3,4	0,5
Bangui	100	18,3	23,5	14,9	12,2	5,7	4,0	2,3	15,5	2,1	1,4	0,2

### **... unie par une langue, le Sango, parlé par près de 9 Centrafricains sur 10**

Le Sango est officiellement déclaré langue nationale et seconde langue officielle de la RCA après le français par l'Article 36 de la loi n° 91/003 du 8 Mars 1991. C'est une langue unitaire en RCA qui est parlé par 87,5 % des Centrafricains. En milieu urbain, c'est la quasi-totalité de la population (97 %) qui le parle. Les hommes et les femmes parlent Sango à des proportions plus ou moins égales.

### **... avec cependant de très fortes disparités géographiques**

Au delà de son caractère transversal, le Sango présente quelques spécificités régionales. Le Sango est parlé à près de 100 % à Bangui et dans les préfectures de l'Ombella M'Poko, de la Haute-Kotto, de la Lobaye, de la Ouaka, de la Kémo et de la Sangha-Mbaéré. La Vakaga (41 %) et le Haut-Mbomou (46 %) sont les préfectures où le Sango est le moins parlé. De même, l'Ouham-Pende, l'Ouham, le Bamingui-Bangoran, la Nana-Mambéré et le Mbomou ont des proportions de personnes qui ne parlent pas Sango qui varient entre 21 et 25 %. Les proportions élevées de méconnaissance seraient dues au fait que les sept préfectures se situent aux extrêmes, loin de Bangui, ville qui paraît comme le point focal du Sango parlé.

### **Certaines communautés d'immigrés parlent le Sango à des proportions supérieures à celle du niveau national**

Étant donné que le Sango est une langue nationale, sa compréhension par les étrangers peut être utilisée comme indicateur du niveau d'intégration de ces derniers dans la société centrafricaine. Sur cette base, il apparaît que les communautés les plus intégrées sont les Maliens et les Sénégalais qui parlent le Sango à des proportions supérieures au niveau national, ce qui s'expliquerait par leurs activités commerciales qui les mettent en contact direct avec la population. Ils sont suivis des ressortissants des deux Congo (environ 86 %) et des Tchadiens (80 %). Les Soudanais, pourtant voisins de la RCA apparaissent comme les moins bien intégrés puisque seuls 16,2 % seulement d'entre eux comprennent Sango.

### **Graphique 7. Pourcentage des immigrés qui parlent le Sango**

#### **Religion**

Le troisième trait culturel saillant de la population centrafricaine est son adhésion massive (à 90 %) à deux religions monothéistes : le christianisme et l'islam. En effet, un peu plus de la moitié de la population est protestante, trois personnes sur dix sont catholiques et une personne sur dix est adepte de la religion musulmane.

### **La République Centrafricaine est fortement monothéiste à dominance chrétienne**

**Tableau 8. Répartition de la population centrafricaine selon la religion par milieu de résidence**

<b>Religion</b>	<b>Ensemble (%)</b>	<b>Urbain (%)</b>	<b>Rural (%)</b>
Total	100	100	100
Catholicisme	28,9	32,9	26,6
Protestantisme	51,4	49,2	53,4
Islam	10,1	9,5	10,1
Autres religions (sectes, animisme)	4,5	4,6	4,3
Sans religion	3,6	2,6	3,9
Non déclaré	1,5	1,1	1,7

Plus de la moitié de la population (51 %) s'est déclarée protestante, 29 % catholique et 10 % musulmane. L'importance numérique des groupes religieux présentent quelques petites variations selon le milieu de résidence. Les protestants sont plus nombreux dans les deux milieux, mais la population rurale est plus protestante (53,4 %) que la population urbaine (49,2 %). C'est l'inverse qui est observé chez les

catholiques (32,9 % de la population urbaine adhèrent à cette religion contre 26,6 % en milieu rurale).

**Tableau 9.** Répartition de la population centrafricaine selon la religion par préfecture

Préfecture	Total	Catholique	Protestant	Islam	Autre religion	Sans religion	Non déclaré
Ensemble	100	28,9	51,4	10,1	4,5	3,6	1,5
Ombella-M'Poko	100	26,5	59,3	6,9	2,7	3,2	1,5
Lobaye	100	36,1	35,1	7,6	9,0	9,2	3,1
Mambéré-Kadéï	100	18,5	46,7	14,6	10,7	7,4	2,1
Nana-Mambéré	100	15,2	61,2	16,6	2,8	2,9	1,2
Sangha-Mbaéré	100	35,2	49,6	8,7	1,6	4,3	0,6
Ouham-Pende	100	23,6	57,1	13,0	2,9	1,4	2,1
Ouham	100	26,7	64,7	2,3	1,3	3,7	1,3
Kémo	100	30,9	63,1	3,1	1,0	1,0	1,0
Nana-Gribizi	100	40,8	50,1	2,1	3,7	1,8	1,4
Ouaka	100	41,7	43,6	7,0	3,3	3,1	1,3
Bamingui-Bangoran	100	23,9	17,1	44,3	7,9	6,3	0,5
Haute-Kotto	100	31,8	37,4	23,5	2,4	3,0	1,9
Vakaga	100	6,0	4,3	85,6	0,2	1,9	2,0
Basse-Kotto	100	22,2	61,5	7,3	4,9	2,5	1,6
Mbomou	100	25,0	63,1	4,4	4,7	2,0	0,8
Haut-Mbomou	100	49,5	37,7	6,3	5,0	1,2	0,3
Bangui	100	37,2	45,8	8,1	5,3	2,8	0,8

Les protestants représentent plus de la moitié de la population de 9 préfectures sur 17 et sont les plus nombreux dans 5 autres préfectures même s'ils ne sont pas majoritaires. Le groupe catholique est bien représenté dans presque toutes les préfectures avec de fortes proportions dans le Haut-Mbomou (environ 50 %), la Ouaka (42 %) et la Nana-Gribizi (41 % environ). L'islam est majoritaire dans la Vakaga (86 %) est la religion dominante dans le Bamingui-Bangoran (44 %). Il est enfin à noter que la Lobaye compte une proportion non négligeable de sans religion (9 %).

L'appartenance religieuse est tout aussi variable selon le groupe ethnique. Les Arabes-peuhl par exemple sont plus musulmans (92 %), les Ngbaka-Bantou plus catholiques (51 %), les Gbaya, Mboum, Mandja, Banda, Yakoma-Sango et Zandé-Nzakara majoritairement protestants avec de proportions qui oscillent entre 52 % et 64 %. Les Sara se partagent entre les trois premiers groupes religieux (49 % de protestants, 26 % de musulmans et 19 % de catholiques).

## Éducation

L'éducation présente plusieurs facettes et peut être appréhendée de différentes manières au sein d'une population. Trois aspects de l'éducation sont analysés ici : l'alphabétisation, l'instruction et la scolarisation des enfants. L'alphabétisation de la

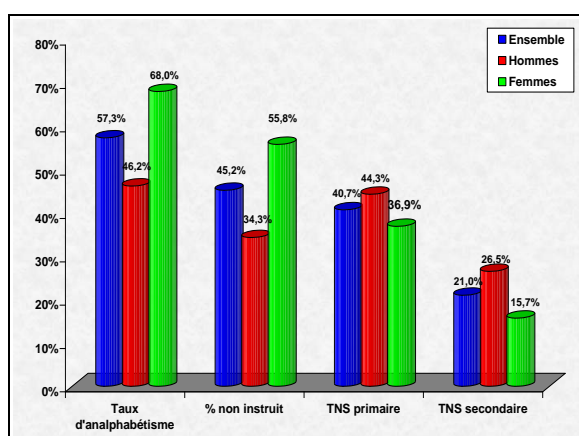
population est mesurée par la proportion des personnes âgées de 10 ans et plus qui savent lire et écrire dans une langue donnée (taux d'alphabétisation). Le pourcentage de personnes ayant reçu une certaine instruction dans un établissement d'enseignement formel parmi la population âgée de 10 ans et plus est retenu pour mesurer l'instruction. Enfin, la scolarisation des enfants est mesurée par deux indicateurs : la proportion des enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-11 ans) et qui sont effectivement inscrits à l'école primaire (taux net de scolarisation au primaire) et la proportion des enfants en âge d'aller à l'école au secondaire (12-18 ans) et qui sont effectivement inscrits à ce cycle (taux net de scolarisation au secondaire).

**Un enfant Centrafricain a deux chances sur cinq seulement d'aller à l'école primaire et une chance sur cinq d'aller à l'école secondaire**

Les niveaux des indicateurs d'éducation de la population centrafricaine sont tous faibles, plus particulièrement chez les femmes et les filles. En effet, seules 43 % des personnes âgées de dix ans et plus savent lire et écrire et seules 46 % des personnes de 10 ans et plus ont une fois fréquenté l'école. Seuls 4 enfants sur 10 en âge d'aller à l'école primaire sont effectivement inscrits. Les chances pour un enfant d'aller à l'école secondaire sont encore plus faibles (un sur cinq).

Quel que soit l'indicateur retenu, les femmes sont plus désavantagées que les hommes.

#### Niveaux d'alphabétisation, d'instruction et de scolarisation de la population selon le sexe



### Alphabétisation

**Près de six centrafricains sur dix ne savent ni lire, ni écrire**

Au total, 58 % de la population centrafricaine âgée de 10 ans et plus ne savent ni lire, ni écrire dans aucune langue. Les disparités entre sexes sont criardes, surtout en milieu rural. Le français est la principale langue d'alphabétisation à l'échelle nationale suivi du Sango. Cependant, cette langue n'est maîtrisée que par 17 % de

la population. Les personnes alphabétisées uniquement en Sango ne représentent que 4,5 %. Ce qui implique que les recommandations formulées en 1994 par les États généraux de l'Éducation et de la Formation sont loin de se matérialiser, faute de mesures adéquates.

Au niveau préfectoral, les disparités spatiales d'alphabétisation sont également importantes. La Lobaye et l'Ombella-M'Poko sont les préfectures qui enregistrent les taux les plus élevés du pays (57,2 % et 46,9 % respectivement). En revanche, les taux d'alphabétisation les plus faibles s'observent dans les préfectures de la Ouaka (30,3 %), de la Basse-Kotto (28,2 %), de l'Ouham-Pendé (27,8 %), de l'Ouham (25,8 %), de la Nana-Mambéré (25,0 %), et de la Vakaga (20,7 %).

### **Les conditions d'alphabétisation se sont nettement détériorées entre 1988 et 2003**

Au niveau national, 46,7 % des jeunes sont alphabétisés (56,7 % chez les garçons et 37,4 % chez les filles, 70,1 % chez les citadins et 28,4 % chez les ruraux). Chez les 25 ans et plus, on recense 39,3 % d'alphabétisés. Les adultes sont donc relativement sous-alphabétisés par rapport aux jeunes (15-24 ans). Si la différence entre les taux masculin et féminin chez les adultes est négligeable en milieu urbain (0,1 point), tel n'est cependant pas le cas en milieu rural où l'écart en défaveur des femmes avoisine les 30 points de pourcentages.

Le taux d'alphabétisation chez les personnes âgées d'au moins 10 ans est passé de 37,2 % en 1988 à 41,4 % en 2003. La comparaison des courbes des taux d'alphabétisation par groupe d'âges de 1988, de 2003 et de la courbe hypothétique obtenue en supposant une allure relativement similaire à celle observée en 1988 permet de conclure que les conditions d'alphabétisation se sont nettement détériorées entre 1988 et 2003. En effet, la courbe des taux de 1988 décroît avec l'augmentation de l'âge des individus. En d'autres termes, la situation de 1988 est caractérisée par une progression significative des taux d'alphabétisation. En 2003 par contre, on note une stabilisation des taux entre 20 et 49 ans. Pour conserver l'allure « normale » identique à celle de 1988, les taux d'alphabétisation devraient être conformes à ceux de la courbe hypothétique déduite des taux calculés en 1988. Ce qui n'est pas le cas.

### **Graphique 8. Évolution des taux d'alphabétisation**

#### **Niveau d'instruction**

### **Près d'un centrafricain sur deux âgé de 10 ans ou plus est sans instruction**

La politique de scolarisation obligatoire au primaire a été bénéfique pour seulement un tiers de la population âgée de 10 ans ou plus. Beaucoup d'efforts restent donc à mener dans ce domaine par les autorités politiques et administratives. Mais, pour que l'instruction puisse avoir une incidence sur la population, il faudrait qu'une bonne partie de la population atteigne le niveau secondaire et surtout supérieur. Ce n'est pas le cas, car le pourcentage de la population âgée de 10 ans plus est faible pour le secondaire (15,6 %) et négligeable pour le supérieur (1,1 %). Si plus d'un homme sur trois a été scolarisé, à peine une femme sur quatre a fréquenté le primaire.

L'écart entre sexe se creuse notablement au secondaire où il y a environ deux fois plus d'hommes que de femmes.

### **Graphique 9. Répartition de la population de dix ans et plus selon le niveau d'instruction**

A l'exception de la région 7, dans les autres régions une personne sur deux âgées de 10 ans ou plus est sans instruction. La région 3 semble être la seule à avoir un faible pourcentage de la population de niveau primaire (22,7 %).

### **À peine 1 centrafricain sur 5 âgé de 10 ans ou plus possède un diplôme**

La situation n'est guère satisfaisant en ce qui concerne les femmes (14,2 %) dont la proportion des diplômés est plus faible par rapport aux hommes (27,4 %). Le CEPE est le diplôme obtenu par plus de deux diplômés sur trois. À peine 5 % des personnes ont eu le Bac. Les diplômés du milieu rural n'ont en grande majorité que le bac (82,7 %) alors qu'en milieu urbain ils sont (64,0 %). Nombreux. Sur la période 1988-2003, le pourcentage des personnes ayant obtenu le CEPE a régressé de 79,4 % à 69,1 % au profit du BEPC de 13,6 % à 21,0 %. Le rehaussement du niveau des diplômes en particulier en faveur du BEPC est en quelque sorte une réponse à la demande sur le marché du travail. Le CEPE, n'assure plus son rôle d'avant garde dans l'accès à l'emploi comme cela l'a été jusqu'à une période récente. En ce qui concerne les autres diplômes comme le BAC, l'évolution est restée quasi-stationnaire (de 3,2 % à 4,6 %).

## **Scolarisation**

### **Seuls 4 enfants sur dix en âge d'aller l'école primaire sont effectivement inscrits**

Le taux brut de scolarisation (TBS) au primaire est le rapport du nombre d'enfants au primaire sur le nombre d'enfants en âge d'aller à l'école primaire, c'est-à-dire la population âgée de 6 à 11 ans révolus. Au niveau national le TBS est de 68,7 %. Cet indicateur cache un déséquilibre entre garçons (78,3 %) et filles (58,8 %) scolarisés. L'écart se creuse davantage lorsqu'on compare le TBS du milieu urbain (106,5 %) à celui observé en milieu rural (46,3 %). Le fait que le taux brut soit supérieur à 100 en milieu urbain confirme l'inefficacité du système : il y a plus d'enfants qui ne sont pas dans la tranche d'âges 6-11 ans qui sont à l'école.

### **Graphique 10. Taux brut de scolarisation au primaire selon le sexe et le milieu de résidence**

L'examen des TBS au niveau préfectoral révèle que le Haut-Mbomou (100,4 %), l'Ombella-M'Poko (82,5 %), la Bamingui-Bangoran (77,6 %), la Lobaye (74,6 %) et la Sangha-Mbaéré (73,9 %) ont des TBS supérieurs à la moyenne nationale. En termes d'équité, seuls l'Ombella-M'Poko (81,3 filles pour 100 garçons) et le Haut-Mbomou (83,5 filles pour 100 garçons) présentent des écarts moins prononcés entre les deux sexes. De manière globale, les valeurs les plus faibles se trouvent quant à elles dans les préfectures de l'Ouham (44,3 %), de l'Ouham-Pendé (44,1 %), de la Basse-Kotto (36,2 %) et de la Vakaga (31,7 %).

Pour mieux apprécier la scolarisation des enfants en âge d'aller à l'école primaire, on recourt au Taux Net de Scolarisation (TNS) qui est le rapport entre les enfants de 6-11 ans inscrits à l'école primaire sur l'effectif des enfants âgés de 6 à 11 ans. Au niveau national, le TNS est de 40,7 % ; il vaut 44,3 % pour les garçons et 36,9 % pour les filles (Tableau 2.2). Le calcul de l'indice d'équité donne 83 filles pour 100 garçons scolarisés au primaire : l'égalité entre les deux sexes n'est donc pas assurée. Selon le milieu de résidence, le TNS est deux fois supérieur en milieu urbain (64,3 %) qu'en milieu rural (26,7 %). On note une prédominance du TNS masculin par rapport au TNS féminin, qui se traduit par un rapport filles/garçons respectivement de 92,7 % en milieu urbain et 70,0 % en milieu rural.

En rapportant le TBS au TNS au primaire, on obtient un indice dit d'efficacité au primaire qui permet d'évaluer l'ampleur des redoublements et des sorties irrégulières (abandons précoces ou tardifs). Cet indice qui est de 1,69 au niveau national confirme le taux de redoublement élevé du système éducatif centrafricain.

#### **Graphique 11. Taux net de scolarisation (TNS) au primaire par sexe et milieu de résidence**

L'analyse des TNS au niveau préfectoral montre que le Haut-Mbomou (56,9 %), l'Ombella-M'Poko (47,7 %), la Bamingui-Bangoran (46,6 %), la Sangha-Mbaéré (45,1 %) et la Lobaye (42,8 %) ont des TNS supérieurs à la moyenne nationale. Les préfectures à faibles TNS sont : l'Ouham-Pendé (23,9 %), l'Ouham (23,2 %), la Basse-Kotto (22,4 %) et la Vakaga (16,8 %). L'inégalité sexuelle des TNS est moins prononcée dans le Haut-Mbomou (95 filles pour 100 garçons), l'Ombella-M'Poko (89 filles pour 100 garçons), la Lobaye (83 filles pour 100 garçons) et le Mbomou (83 filles pour 100 garçons).

#### **Entre 1988 à 2003, les chances d'être scolarisés des enfants de la RCA ont diminué**

Évalué à 47,8 % en 1988, le taux net de scolarisation est passé à 40,7 % en 2003, enregistrant ainsi une baisse de 7 points de pourcentage (-6 points en milieu urbain et -8 en milieu rural). Au niveau préfectoral, on peut également constater une baisse notable du TNS. Elle est plus prononcée dans la Kémo, la Nana-Gribizi, la Haute-Kotto et la Basse-Kotto.

#### **Scolarisation au secondaire**

Au niveau national, le TBS au secondaire est évalué à 21 % (26,5 % chez les garçons contre 15,7 % chez les filles).

#### **La probabilité pour un Centrafricain âgé de 12 à 18 ans d'être scolarisé au secondaire est de 0,11**

Elle est relativement plus élevée chez les garçons (0,13) que chez les filles (0,09). C'est dans la région 7 que les enfants âgés de 12-18 ans ont le plus de chances de fréquenter un établissement secondaire. En effet, environ un enfant sur trois a la

chance d'y être scolarisé, contre moins d'un enfant sur dix dans les autres régions. Au niveau préfectoral, les disparités de scolarisation sont également importantes. En effet, le TNS au secondaire à Bangui est de 34,6 % et 12,8 % dans l'Ombella M'poko alors qu'elle n'atteint 8 % dans aucune autre préfecture.

## **Répartition géographique de la population scolaire**

La connaissance de la population scolaire et de sa répartition géographique (en chiffre relatif ou absolue) est fondamentale pour la planification des ressources du système éducatif. Selon les données du RGPH, le primaire concentre plus de la moitié des effectifs scolaires, le secondaire premier cycle (15 %), le secondaire second cycle (6 %) et le supérieur (1,7 %).

## **CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES**

### **1.8 Caractéristiques économiques**

L'étude des caractéristiques économiques de la population commence par la répartition des personnes potentiellement travailleuses, généralement définie par un critère d'âge, en deux groupes : la population active et la population inactive. La population active est constituée par l'ensemble des personnes potentiellement travailleuses et qui sont effectivement sur le marché du travail. Elle est composée des personnes occupées (celles qui travaillent effectivement) et des chômeurs (ceux qui ont perdu leur emploi et en cherchent et ceux qui sont à la recherche de leur premier emploi). La population inactive est constituée des personnes potentiellement travailleuses mais qui ne sont pas sur le marché du travail. Il s'agit, entre autres, des élèves, des étudiants, des femmes au foyer, des rentiers et des retraités.

La proportion de personnes actives parmi l'ensemble des personnes potentiellement travailleuses, encore appelée taux d'activité, permet de mesurer le niveau de participation de la population à l'activité économique. Le RGPH03 a retenu la tranche d'âge 6 ans et plus et 15 ans et plus pour définir respectivement deux populations potentiellement travailleuses au lieu de 15-59 ans habituellement utilisé. Le choix de descendre jusqu'à 6 ans permet de tenir compte du travail des enfants qui est une réalité en RCA. Quant au choix d'aller au-delà de 59 ans, il se justifie, d'une part, par le souci de comparabilité avec les résultats du recensement de 1988 et, d'autre part, par le fait que le faible poids des actifs à partir 60 ans n'affecte pas fondamentalement les résultats. Le taux d'activité calculé parmi les 6 ans et plus est appelé taux brut d'activité (TBA) et celui des 15 ans et plus, taux spécifique d'activité (TSA).

Les données du RGPH03 montrent que la participation à l'activité économique (accès au marché du travail), le type de travail effectué et le statut dans l'emploi varient selon le sexe et le milieu de résidence. De manière générale, les femmes sont désavantagées sur le marché du travail comparativement aux hommes. Le milieu rural connaît une plus forte participation à l'activité économique, mais le marché du travail y reste dominé par les activités agro-pastorales.

## La participation à l'activité économique est moins forte chez les femmes et moins forte en milieu urbain

Que l'on considère l'activité économique à partir de 6 ans ou de 15 ans, on relève des inégalités d'accès au marché du travail entre hommes et femmes et entre milieu urbain et rural. Plus de la moitié des hommes âgés de six ans et plus potentiellement travailleurs sont sur le marché du travail (56,8 %) contre moins de la moitié des femmes (47,1 %). L'écart est encore plus important si on se restreint à la participation à l'activité économique à partir de 15 ans. L'accès au marché du travail est moins généralisé en milieu urbain (TBA de 40 %) qu'en milieu rural (60 %) et l'écart entre sexes y est plus marqué, notamment chez les 15 ans et plus.

## Taux brut et taux spécifique d'activité et pourcentage de la population active qui est occupée selon le sexe et le milieu de résidence

Indicateurs	Sexe			Rapport de féminité
	Ensemble	Homme	Femme	
Effectif de la population active de 6 ans et plus	1.615.329	876.852	738.477	84,2
TBA (%)				
RCA	51,9	56,8	47,1	82,9
Urbain	39,8	47,2	32,4	68,6
Rural	59,5	62,9	56,3	89,5
TSA (%)				
RCA	66,4	74,5	58,6	78,7
Urbain	52,9	63,8	42,1	66,0
Rural	74,9	81,5	68,8	84,4
% d'occupés				
RCA	88,2	91,9	89,9	97,8
Urbain	80,1	84,7	82,0	96,8
Rural	92,1	94,5	93,2	98,6

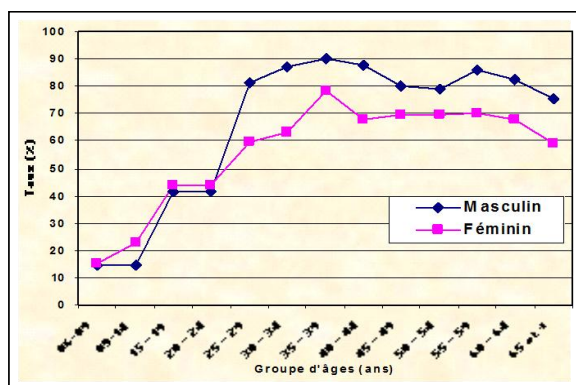
On note cependant que les femmes qui arrivent à intégrer le marché du travail sont effectivement occupées à des proportions presque aussi élevées que les hommes. Autrement dit, elles ne sont pas plus nombreuses à être victime du chômage que les hommes. Le rapport de féminité, qui mesure cet écart, est de l'ordre de 97 %, aussi bien au niveau national qu'en milieu urbain et rural.

La faible scolarisation et l'importance des activités agricoles, notamment celles orientées vers l'autoconsommation, justifient en partie la plus forte participation à l'activité économique en milieu rural.

## Les femmes entrent plus précocement sur le marché du travail. Les hommes en sortent plus tardivement

Les femmes entrent dans le marché du travail plus tôt que les hommes. Avant 25 ans, la proportion des femmes actives est plus élevée que celle des hommes actifs. La tendance s'inverse à partir de 25 ans. Aux âges élevés, les hommes sont plus nombreux à rester en activité. Ils sortent donc plus tardivement du marché du travail que les femmes.

## Taux d'activité par âge selon le sexe



La participation à l'activité économique présente de fortes variations géographiques. Moins de la moitié des hommes et des femmes de 15 ans et plus de Bangui sont sur le marché du travail (46,1 %) contre deux fois plus dans le Haut-Mbomou (86,3 %).

La participation à l'activité économique à partir de 6 ans a connu une faible évolution à la hausse en quinze ans. En 1988, 48,2 % des 6 ans et plus étaient sur le marché du travail contre 51,9 % en 2003. Par contre, parmi les 15 ans et plus, cette proportion a chuté de 77,7 % en 1988 à 66,4 % en 2003. L'augmentation du taux brut a été plus sensible en milieu rural (54,0 % à 59,5 %) qu'en milieu urbain (38,2 % à 39,8).

**L'économie centrafricaine est essentiellement agro-pastorale. Les femmes sont confinées dans les secteurs les moins valorisants**

En RCA, près de trois travailleurs sur quatre exercent dans le secteur agro-pastoral. Ce secteur occupe 81 % de la main-d'œuvre féminine contre 67 % chez les hommes. Les femmes sont également proportionnellement plus nombreuses à s'adonner aux activités commerciales. L'agriculture et le commerce les attirent plus du fait probablement qu'ils nécessitent peu de qualification et de capitaux et donc leur sont plus accessibles.

Dans l'ensemble, seul un travailleur sur dix exerce une profession scientifique, technique, libérale, administrative ou est cadre supérieur. Les femmes sont moins représentées dans ces secteurs.

### Quelques caractéristiques économiques de la population selon le sexe

Groupes de professions	Sexe			Rapport de féminité
	Ensemble	Homme	Femme	
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	---
Scientifique, Technique, Libéral	8,5	10,0	6,9	123,2
Cadres supérieurs	0,3	0,5	0,1	300,0
Personnel administratif ou assimilé	0,8	1,1	0,6	133,3
Personnel commercial ou Vendeurs	8,1	6,4	10,0	81,0
Travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés ou manœuvres	4,3	7,2	1,2	358,3
Agriculteurs, Éleveurs, Forestiers	73,8	66,8	80,8	91,3
Ouvriers, Artisans	3,6	6,9	0,4	900,0
Militaires	0,5	1,0	0,0	---

On note par ailleurs une forte spécialisation économique des régions. L'extraction minière est essentiellement concentrée dans les Régions 2 et 5 où cette branche mobilise 72 % des travailleurs. Trois localités (Bangui et les Régions 1 et 2) renferment à elles seules 78 % des personnes qui exercent des activités

d'administration. Dans les mêmes localités, on rencontre également une prééminence des activités ayant trait à la manufacture, aux transports et communications et aux bâtiments et travaux publics. La plus grande part des activités des secteurs secondaire et tertiaire est en outre concentrée dans Bangui. Cette ville apparaît ainsi comme le véritable poumon économique du pays, reflet de l'inégale répartition des investissements publics et privés dans le pays.

La comparaison des données des recensements de 1988 et de 2003 fait ressortir le recul de la proportion des agriculteurs et éleveurs entre 1988 et 2003 (78,9 % vs 74,2 %), une forte baisse de la proportion des artisans/ouvriers durant la même période (13,3 % vs 3,7 %) et un accroissement de la proportion des commerçants/vendeurs (2,7 % vs 8,1 %). Cette évolution pourrait s'expliquer en partie par les multiples crises militaro-politiques que le pays a connues entre 1996 et 2003 et qui ont eu comme conséquence la destruction de certaines unités de production entraînant la conversion des ouvriers et artisans en commerçants et le développement des activités du secteur informel.

**Huit travailleurs sur dix exercent pour leur propre compte. Le salariat est essentiellement concentré dans les villes et est plus élevé chez les hommes**

L'analyse du statut dans la profession montre que la très grande majorité des travailleurs (80 %) sont des indépendants. Les femmes sont légèrement plus nombreuses à travailler pour leur propre compte (83 %) que les hommes (79 %).

**Répartition des travailleurs selon leur statut dans la profession selon le sexe et le milieu de résidence**

Statut dans la profession	Sexe			Rapport de féminité
	Ensemble	Homme	Femme	
RCA				
Total	100,0	100,0	100,0	87,9
Salariés	7,9	12,3	3,0	21,3
Indépendants	80,1	77,8	82,8	93,5
Employeurs	0,5	0,8	0,2	17,0
Aide familial	10,3	7,8	13,1	148,2
Apprenti	0,3	0,4	0,2	36,0
Autres	0,8	0,9	0,8	79,5
Urbain				
Total	100,0	100,0	100,0	57,1
Salariés	21,1	30,1	8,6	87,9
Indépendants	70,0	62,5	80,5	20,6
Employeurs	1,0	1,4	0,3	93,1
Aide familial	6,4	4,2	9,5	15,2
Apprenti	0,6	0,8	0,3	164,5
Autres	0,9	1,0	0,8	28,4
Rural				
Total	100,0	100,0	100,0	46,1
Salariés	3,0	4,8	1,2	72,3
Indépendants	83,9	84,3	83,5	82,7
Employeurs	0,4	0,6	0,1	23,1
Aide familial	11,7	9,3	14,3	93,7
Apprenti	0,2	0,2	0,1	18,9
Autres	0,8	0,8	0,8	145,1

Les autres statuts les plus rencontrés sont 'aide familial' (10 %) et 'salarié' (8 %). Le salariat est cependant essentiellement concentré dans les villes et concerne plus les hommes. En milieu urbain, 21 % des travailleurs sont salariés contre 3 % en milieu

rural. Au niveau national, c'est seulement 3 % des femmes travailleuses qui sont salariées contre 12 % chez les hommes. En plus du statut de salarié, c'est celui d'employeur qui exhibe les inégalités de genre en défaveur des femmes les plus criantes.

### **Un actif en ville supporte deux inactifs**

Le taux de dépendance est un indicateur qui mesure le nombre d'inactifs que supporte un individu économiquement actif. Il est de 140 % pour l'ensemble du pays, 112 % en milieu rural et 205 % en milieu urbain. Cet écart s'explique, d'une part, par le fait que la catégorie la plus importante des inactifs constituée des élèves et étudiants réside dans les villes et, d'autre part, par le fait la participation à l'activité économique, essentiellement agro-pastorale, est plus importante en milieu rural.

### **La population active occupée**

**Les proportions des actifs occupés sont plus élevées chez les filles que chez les garçons ente 6 et 14 ans. Mais globalement on compte 98 femmes qui travaillent effectivement pour 100 hommes**

Les taux de féminité par préfecture font apparaître des différences importantes de la structure par sexe de la population occupée selon les préfectures. Les minima sont atteints dans la Haute-Kotto (où l'on compte à peu près 59 occupées pour 100 occupés hommes), à Bangui (61 %) et dans la Mambéré-Kadéï (65 %). La prospection minière, essentiellement pratiquée par des hommes, expliquerait en grande partie le faible niveau du rapport de féminité dans la Haute-Kotto et la Mambéré-Kadéï. Par contre, dans les préfectures où dominent les activités agro-pastorales, on remarque que soit les rapports de féminité présentent un déséquilibre au profit des femmes (c'est le cas des préfectures de Haut-Mbomou, de la Ouaka, de la Vakaga et Bamingui-Bangoran et de la Basse-Kotto avec des taux de féminité compris entre 110 et 113), soit ils expriment une situation d'équilibre (cas de l'Ouham, l'Ouham-Pende, Nana-Gribizi et, dans une moindre mesure, de la Kémo) du fait de la forte participation des femmes à la production agricole.

### **Étude des groupes professionnels**

**Prédominance des activités agro-pastorales sur toute l'étendue du territoire, à l'exception la ville de Bangui. La répartition selon la profession est très sexuée et varie très sensiblement selon le milieu de résidence.**

La comparaison des données du RGPH88 avec celles du RGPH03 fait ressortir, d'une part le recul de la proportion des agriculteurs et éleveurs entre 1988 et 2003 (78,9 % vs 74,2 %) ainsi qu'une forte baisse de la proportion des artisans/ouvriers (13,3 % vs 3,7 %), et, d'autre part, un accroissement des commerçants /vendeurs (2,7 % vs 8,1 %). Cette évolution pourrait s'expliquer soit par les multiples crises qu'a connues le pays depuis quelques années suivies de la destruction de certaines unités de production et du développement des activités du secteur informel, soit par la conversion de ces ouvriers et artisans en commerçants.

La répartition des occupées selon la branche d'activité confirme que l'économie centrafricaine est basée essentiellement sur une agriculture traditionnelle. De façon générale, le faible poids des autres branches en particulier de la manufacture est le reflet du faible niveau de modernisation et de l'industrialisation de l'économie centrafricaine.

### **Une forte spécialisation économique des régions. Bangui apparaît comme le véritable poumon économique du pays**

L'extraction est essentiellement concentrée dans les Régions 2 et 5 où cette branche rassemble 72 % des travailleurs ; la production d'électricité est beaucoup plus localisée dans la Région 1 et dans la ville de Bangui. Quant aux activités d'administration, trois localités seulement (Bangui et les Régions 1 et 2) renferment 78 % des personnes qui les exercent. Dans les mêmes localités, on rencontre également une prééminence des activités ayant trait à la manufacture, aux transports et communication et aux Bâtiments/Travaux Publics. Bangui concentre la plus grande part des activités des secteurs secondaire et tertiaire et joue de ce fait le rôle de poumon économique du pays Ceci traduit l'inégale répartition des investissements publics et privés dans le pays.

Quel que soit le milieu de résidence, plus de huit femmes occupées sur dix travaillent pour leur propre compte tandis que chez les hommes, ce rapport passe de huit hommes sur dix en zone rurale à trois sur cinq en milieu urbain. Un occupé sur dix est un aide familial. Le salariat est essentiellement concentré dans les villes. La proportion du salariat est plus élevée chez les hommes (12,3 % dans l'ensemble du pays et 30,1 % en milieu urbain) que chez les femmes (3,0 % dans l'ensemble du pays et 8,6 % en milieu urbain) alors que celle des aides familiaux est moins élevée chez les premiers (7,8 %) que chez les dernières (13,1 %). En outre les faibles valeurs des rapports de féminité parmi les employeurs (17 %) et les salariés (21,3 %) confirment la supériorité numérique des hommes dans ces deux catégories.

### **La population au chômage**

#### **Le chômage est 2 fois plus élevé chez les hommes que chez les femmes et 4 fois plus en milieu urbain qu'en milieu rural et sévit plus en milieu jeune**

Le niveau du chômage dans la population active âgée de 15 ans<sup>5</sup> et plus est mesuré ici par le taux de chômage qui est le rapport de la population active au chômage (chômeurs ayant déjà travaillé et primo-demandeurs d'emploi) sur l'ensemble de la population active de 15 ans et plus. Les chômeurs ayant déjà travaillé constituent la

---

<sup>5</sup> Le choix de la borne 15 ans est guidé par le souci d'ôter l'influence des jeunes enfants âgés de 6 à 14 ans qui, déclarés à tort ou à raison chômeurs au moment de l'enquête, gonflent artificiellement l'effectif des chômeurs. Une borne supérieure n'est pas fixée pour l'âge (à 59 ans par exemple) afin de rendre, comme pour les taux d'activité, les résultats comparables à ceux du RGP 1988. Toutefois le calcul sur la population âgée de 15 à 59 ans situe le niveau du chômage à 7,7% pour l'ensemble du pays, 15,4% pour le milieu urbain et 4,1% pour le milieu rural.

majorité des chômeurs. Ils sont 3,8 fois plus nombreux que ceux qui cherchent leur premier emploi.

### **Graphique 12. Taux de chômage des 15 ans et plus selon le milieu de résidence par sexe**

Le niveau de chômage pour l'ensemble de la RCA s'élève à 7,6 %. Le chômage est un phénomène essentiellement urbain (taux de Chômage de 15,2 % en ville contre 4,2 % en campagne), qui sévit plus parmi la population active masculine (9,6 % chez les hommes et 5 % chez les femmes) et parmi les jeunes. Le taux de chômage diminue avec l'âge : 17,8 % chez les 15-19 ans, 12,6 % chez les 20-24 ans et 10,0 % chez les 25-29 ans. Il est compris entre 6,4 % et 8,5 % dans tous les autres groupes d'âges.

La grande différence entre urbain/rural s'expliquerait d'une part par le fait que dans les campagnes où domine le secteur primaire (l'agriculture, la pêche, la chasse, l'élevage), les critères d'obtention d'un emploi sont moins rigoureux et moins sélectifs qu'en ville et d'autre part par la destruction de certaines unités de production situées pour la plupart dans les principales villes lors des différentes crises que le pays a connues, entraînant ainsi la perte d'emploi pour une frange importante de la population active urbaine.

La ville de Bangui reste de loin la localité la plus fortement touchée par le chômage (21 %). Viennent ensuite la Région 1 (comprenant les préfectures de la Lobaye et de l'Ombella-M'Poko) avec 12 % et la Région 2 (formée des préfectures de la Mambéré-Kadéï, de la Nana-Mambéré et la Sangha-Mbaéré) avec 7 %. Dans les autres Régions l'indicateur de chômage reste inférieur à 5%. Ainsi, les chômeurs font 3 % de la population active de la Région 3, et au moins 4 % de celle des Régions 4, 5 et 6.

Une proportion importante des chômeurs se retrouve dans la branche d'activités liées à l'agriculture, la pêche, chasse et l'élevage (42,7 %) et dans une moindre mesure dans le commerce (16,2 %) et ce quel que soit le sexe. Il y a lieu de noter que pour la catégorie agro-pastorale, il ne s'agirait pas d'une situation de chômage au sens strict du terme mais d'une situation d'inactivité liée au calendrier agricole. Car le dénombrement s'est déroulé en fin d'année, période creuse pour les activités agricoles.

## **POPULATIONS VULNÉRABLES**

Le RGPH03 a identifié 4 groupes de personnes vulnérables qui ont fait l'objet d'analyses spécifiques : les enfants (personnes de moins de 18 ans), les personnes handicapées, les personnes âgées (de 55 ans et plus) et les femmes.

### **1.9 Les enfants**

Les enfants sont une couche de la population qui mérite une attention particulière du fait, entre autres, qu'ils sont l'avenir du pays. Le code de la famille centrafricain ainsi que l'UNICEF considèrent comme enfant tout individu de moins de 18 ans. En décembre 2003, la RCA comptait 1.889.134 enfants de moins de 18 ans dont 954.039

garçons et 935.095 filles. Ces enfants représentent la moitié de la population du pays (49,4 %), ce qui témoigne de l'extrême jeunesse de la population de la RCA.

Pour illustrer la vulnérabilité des enfants, 4 aspects sont présentés ici : l'environnement familial, le cadre physique immédiat, la scolarisation et la participation à l'activité économique.

### **Les enfants vivent dans un environnement familial et un cadre physique qui ne favorisent pas leur plein épanouissement**

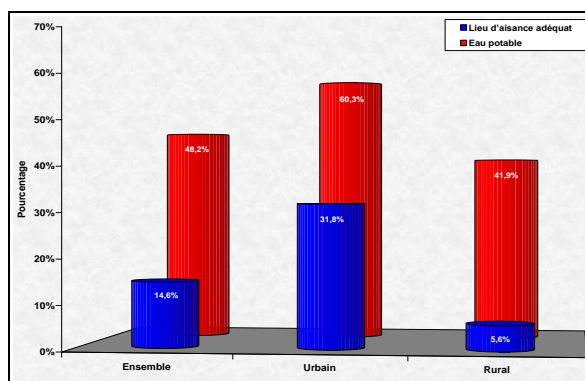
L'environnement social des enfants marqué par la faible scolarisation, la précocité du mariage, de la fécondité et de la participation à l'activité économique. Le recensement a montré que près de 13 % des enfants ont perdu au moins un de leurs parents biologiques. Cette proportion est à peu près la même dans toutes les préfectures sauf Bangui où elle est de l'ordre de 17 %. Le RGPH03 a également révélé que le tiers des enfants vit dans des ménages dirigés par une personne autre que leur parent biologique. De plus, un enfant sur dix âgé de 12 à 17 ans est déjà marié. Chez les filles, c'est le cinquième qui a déjà contracté une union. La fécondité est également précoce 3,1 % des filles de moins de 18 ans et 1,4 % des moins 15 ans ont eu une naissance vivante au cours des 12 mois précédant le dénombrement.

#### **Quelques indicateurs sur l'environnement familial des filles et des garçons**

<b>Indicateurs</b>	<b>Ensemble</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>
% d'orphelins	12,8	12,6	12,9
% d'enfants du chef de ménage	66,6	63,7	65,1
% de sans lien de parenté avec le chef de ménage	1,0	1,4	1,2
% de mariés parmi les 12-17 ans	10,5	1,8	19,2

Le cadre physique est un déterminant important de la survie des enfants. Le non-accès à l'eau potable et la non-disponibilité de lieu d'aisance adéquat dans le ménage font partie des facteurs qui exposent aux maladies d'origine hydrique, l'une des principales causes de mortalité des enfants en RCA. Selon le RGPH03, les enfants vivent généralement dans un environnement physique caractérisé par de mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ainsi que par la promiscuité des unités d'habitation des ménages. En effet, moins de la moitié des enfants (48 %) vivent dans des ménages ayant accès à l'eau et moins de 15 % vivent dans des ménages disposant de lieu d'aisance adéquat. Tout ceci atteste de la vulnérabilité des enfants.

#### **Pourcentage d'enfants vivant dans des ménages ayant accès à l'eau potable et disposant de lieu d'aisance adéquat**



## Moins de la moitié des enfants de 6-16 ans bénéficie de la scolarisation obligatoire

L'éducation formelle est une priorité nationale régie par un certain nombre de dispositions juridiques et politiques (Loi d'orientation 1997 notamment). Conformément aux textes en vigueur, l'enseignement est obligatoire et gratuit pour tous les enfants âgés de 6 à 16 ans.

En 2003, moins de la moitié des enfants de 6-16 ans bénéficiait de cette disposition. En effet, 45,5 % d'entre eux n'avaient jamais fréquenté l'école et près de 9 % étaient déjà sortis du système éducatif. Les filles sont plus touchées par la non-scolarisation (51 % de non-scolarisées) que les garçons (40 %). Par contre, la sortie du système éducatif (déperdition scolaire) ne varie pas sensiblement selon le sexe. Elle ne varie pas non plus selon le milieu de résidence. La non-scolarisation sévit beaucoup plus en milieu rural qu'en milieu urbain : 60,5 % des enfants du milieu rural âgés de 6 à 16 ans n'ont jamais fréquenté un établissement scolaire contre 23 % seulement en milieu urbain.

Même si les inégalités de genre en matière de scolarisation sont plus importantes en milieu rural, on note cependant que les garçons du milieu rural sont moins scolarisés que les filles du milieu urbain.

## Répartition des enfants de 6-16 ans selon la fréquentation scolaire par sexe et milieu de résidence

Indicateurs	Total	Scolarisés	Dé-scolarisés	Non Scolarisés
<b>RCA</b>				
Ensemble	100	45,8	8,7	45,5
Garçons	100	51,5	8,5	40,0
Filles	100	39,8	8,9	51,3
<b>Urbain</b>				
Ensemble	100	68,3	8,6	23,2
Garçons	100	72,5	7,5	20,1
Filles	100	64,0	9,7	26,3
<b>Rural</b>				
Ensemble	100	30,7	8,8	60,5
Garçons	100	37,8	9,2	53,1
Filles	100	23,1	8,4	68,5

En milieu rural, une fille âgée de 6-17 ans sur quatre et un garçon sur cinq travaillent déjà

Conséquence en partie de la non-scolarisation ou de la déscolarisation, le travail des enfants est une réalité en RCA, plus particulièrement en milieu rural. Au niveau national, 16,4 % des enfants travaillent, mais ils sont 23 % à travailler en milieu rural contre 6 % en milieu urbain. Le phénomène du travail des enfants touche environ 7 % des filles en zone urbaine contre 26 % en zone rurale. Pour les garçons, ce rapport est 6 % en milieu urbain contre 20 % en milieu rural.

En conclusion, la situation des enfants en RCA est rendue précaire par, d'une part, la pauvreté généralisée des familles et des ménages qui ne permettent pas aux parents de mettre leurs enfants dans un cadre physique adéquat et, d'autre part, par des perceptions qui renforcent les pratiques telle que la précocité du mariage et la faible scolarisation.

## **Les personnes handicapées**

### *Prévalence du handicap*

#### **1 Centrafricain sur 100 souffre d'un handicap**

#### **Le handicap sévit plus en milieu urbain et parmi les personnes âgées**

On recense en RCA 39.355 personnes handicapées, soit un Centrafricain sur cent. Cette proportion a reculé d'un tiers en 15 ans puisqu'elle était de 1,6 % lors du recensement de 1988. Elle ne varie pas selon le sexe, mais elle est plus élevée en milieu urbain (1,16 %) qu'en milieu rural (0,92 %).

#### **Proportion de personnes handicapées au sein de la population selon sexe et le milieu de résidence**

Indicateurs	Effectif de la population	Effectif des handicapés	Prévalence du handicap (%)
<b>Ensemble</b>	3.895.139	39.335	1,01
<b>Sexe</b>			
Masculin	1.939.326	19.773	1,02
Féminin	1.955.813	19.562	1,00
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	1.475.315	17.153	1,16
Rural	2.419.824	22.182	0,92

La proportion de personnes handicapées par préfecture varie d'un minimum de 0,44 % dans le Haut-Mbomou à un maximum de 1,28 % à Bangui. Le risque d'avoir un handicap est aussi fonction de l'âge. Plus l'âge augmente, plus la proportion de handicapés augmente. Avant 60 ans, elle ne dépasse guère 2 % alors qu'elle est supérieure à 10 % chez 85 ans et plus.

#### **La paralysie partielle et la surdité sont de loin les types handicaps les plus fréquents**

Parmi les personnes handicapées, le quart (26,8 %) est partiellement paralytique et 26,4 % sont sourds. Des formes de handicap très sévères affectent des proportions non négligeables de la population handicapée. On dénombre parmi les personnes

handicapées, 15 % d'aveugles, 7,6 % atteintes de folie et 7,6 % de paralysie totale. Les hommes et les femmes sont atteints à des degrés similaires par les mêmes types de handicap.

Pour ce qui est du goitre visible, 28.213 personnes en souffrent en RCA, soit 0,72 % de la population totale. Les femmes sont près de deux fois plus touchées que les hommes (0,92 % contre 0,53 %).

### **Le handicap physique entraine aussi un handicap social**

Les personnes handicapées sont moins nombreuses à être instruites que les Centrafricains de manière générale. Les deux tiers n'ont jamais fréquenté un établissement scolaire contre 45 % au sein de la population totale. Tout comme les adultes, les enfants handicapés ont moins de chances d'être scolarisés que les enfants centrafricains de manière générale. Six enfants handicapés sur dix âgés de 6 à 16 ans (58,9 %) n'ont jamais été à l'école contre 45,5 % au niveau nationale.

### ***Le type de handicap***

#### **Plus de la moitié des personnes handicapées est frappée de paralysie partielle (27 %) ou de surdité (26 %)**

De plus, des formes de handicap très sévères affectent des proportions non négligeables de la population handicapée : aveugle (15 %), folie et paralysie totale (respectivement 7,6 %). Au total 11.747 personnes souffrent de ces handicaps. La structure des handicapés selon le type de handicap ne varie presque pas en fonction du sexe. Par contre, les rapports de féminité indiquent que les hommes sont prédominants pour tous les types de handicapés à l'exception de la surdité et du « bossu », pour lesquels on dénombre plus de femmes que d'hommes, et de la paralysie totale dont souffre autant de femmes que d'hommes.

Tableau 10. Répartition des personnes handicapées selon le type de handicap par sexe

Type de handicap	Ensemble		Homme		Femme		Rapport de féminité (%)
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	
Ensemble	39.335	100	19.773	100	19.562	100	98,9
Aveugle	5.767	14,7	2.964	15,0	2.803	14,3	94,6
Sourd	10.389	26,4	4.973	25,2	5.416	27,7	108,9
Muet	4.211	10,7	2.132	10,8	2.079	10,6	97,5
Folie	2.975	7,6	1.563	7,9	1.412	7,2	90,3
Bossu	2.431	6,2	1.196	6,0	1.235	6,3	103,3
Paralysie partielle	10.557	26,8	5.446	27,5	5.111	26,1	93,8
Paralysie totale	3.005	7,6	1.499	7,6	1.506	7,7	100,5

Globalement, ce sont les mêmes types de handicap qui prédominent dans les deux milieux (surdité et paralysie partielle, cécité et mutité), mais leurs poids respectifs varient selon qu'on est en milieu urbain ou en milieu rural. La proportion des paralytiques partiels est plus importante par exemple en milieu urbain (31 %) qu'en

milieu rural (24 %). Par contre les personnes qui souffrant de la cécité ou de la mutité sont plus représentées en milieu rural (respectivement 17 % et 12 %) qu'en ville (respectivement 12 % et 9 %). Ceci proviendrait du fait que la cécité se contracte le plus souvent par contact régulier avec les eaux de surface, contact plus fréquent en milieu rural qu'en milieu urbain.

La paralysie partielle, la surdité et la cécité sont les trois types de handicap les plus fréquentes en RCA. Les préfectures de Kémo, Nana-Mambéré, Haute-Kotto, Mbomou, Basse-Kotto et Haut-Mbomou s'écartent de ce schéma global. Dans toutes ces préfectures, la mutité constitue le second ou le troisième de handicap le plus fréquent devant la surdité. À titre d'exemple, la surdité représente plus de 15 % des handicaps dans les préfectures de la Basse-Kotto, de Mbomou et de Haut-Mbomou.

### **Le tiers des handicapés cumule au moins deux handicaps**

Les deux tiers des personnes handicapées (66 %) souffrent d'un seul handicap, 11 % de deux handicaps et 22,5% de trois handicaps et plus. Les personnes qui souffrent d'un seul handicap sont en majorité des paralytiques partiels (24 %), des sourds (17 %) ou des aveugles (11 %). On compte parmi les handicapés doubles, 4 % de sourds associés à un autre handicap et 3 % de muets avec un autre type de handicap.

### ***Profil sociodémographique des personnes handicapées***

La population des personnes handicapées est majoritairement masculine (50,3 % d'hommes) et jeune (35 % ont 5-9 ans, 30 % ont 10-14 ans et 2,8 % seulement ont entre 60 et 64 ans) et est concentrée en ville (43,6 % résident en milieu urbain contre 38 % au sein de la population totale). En l'absence des questions sur la cause du handicap, on pourrait penser que les fortes proportions des enfants handicapés sont d'origines congénitales ou liées au non suivi des mères enceintes ou à la non vaccination complète des enfants, notamment contre les 5 principales maladies ciblées par le Programme élargi de vaccination.

Les enfants sont plus affectés par la surdité (39 %), la paralysie d'un membre supérieur ou inférieur (19 %) et la mutité (12 %). Ces handicaps majeurs réduisent leurs chances de d'aller à l'école compromettent leur émancipation. Parmi les personnes âgées de 60 ans et plus handicapées, on relève 46 % d'aveugles et 29 % de paralytiques. Ce double handicap (poids de l'âge et handicap physique) les rend encore plus dépendantes. Chez les actifs, les trois principaux types de handicaps les plus fréquents sont la paralysie d'un membre (33 %), la mutité (11 %) et la folie (9 %). Ces handicaps réduisent leur productivité et leur possibilité d'insertion dans le marché du travail. Les employeurs pourraient pratiquer une politique discriminatoire à leur égard en favorisant dans le recrutement de personnes valides.

### **Certains types de handicap compromettent les chances d'entrée en union**

De manière générale, le célibat n'est pas plus fréquent chez les hommes et les femmes handicapés que dans la population totale. Par contre certains types de handicaps tels que la folie, la surdité et la mutité compromettent les chances de mariage des personnes handicapées. Les proportions de célibataires dans ces groupes sont plus élevées que dans la population totale. Une femme handicapée âgée de 15-49 ans a en

moyenne 4,3 enfants lorsqu'elle arrive à la fin de sa vie féconde contre 5,1 enfants en moyenne par femme au sein de la population totale.

### **Les personnes handicapées sont moins alphabétisées et moins instruites, les enfants moins scolarisés**

Seul un tiers des personnes handicapées âgées de 10 ans ou plus savent lire et écrire dans une langue donnée. Ce taux est nettement inférieur à celui de la population totale (41 %). Le taux d'alphabétisation des femmes est nettement plus faible (25,4 %) que celui des hommes (41,4 %). Les handicapés résidents en milieu rural sont presque deux fois moins alphabétisés (21,2 %) que ceux du milieu urbain (48,3 %). De plus, les écarts entre sexes sont plus accentués en zone rurale qu'en ville. Les hommes sont de loin les plus alphabétisés (48 %) alors que l'analphabétisme est généralisé chez les aveugles (78 %) et les muets (75 %). Le niveau élevé d'analphabétisme observé chez les femmes handicapées a des conséquences énormes sur la santé maternelle, sur la santé de l'enfant et sur l'éducation des enfants. Ce qui renforce leur vulnérabilité ainsi que celle de leur famille.

Plus de la moitié des personnes handicapées (57,8 %) n'a jamais fréquenté un établissement scolaire contre 45,2 % pour la population totale. Ces taux sont de 50 % parmi les hommes, 65 % parmi les femmes, 43,8 % en milieu urbain et 68,6 % en milieu rural.

Bien que la scolarisation soit obligatoire entre 6 et 14 ans, on observe que seuls le tiers des enfants handicapés de cette tranche d'âge fréquentent un établissement scolaire. Cette proportion est de 37 % chez les garçons, 28 % chez les filles, 49 % en milieu urbain et 21 % en milieu rural. La situation est plus préoccupante dans les Régions 5 et 6 où on note seulement 1 enfant sur 5 scolarisé. La fréquentation scolaire est encore plus faible parmi les enfants sourds, muets ou totalement paralytiques.

Parmi les 39.335 personnes handicapées, on dénombre 7057 chefs de ménage, soit 19,7 %.

### ***Activité économique***

L'analyse des caractéristiques socioéconomiques des personnes handicapées requière beaucoup de précautions et mérite d'être nuancée puisque les taux de non réponse sur les variables socioéconomiques sont extrêmement élevés. La situation d'activité par exemple n'a pas été saisie pour 40,1 % d'entre eux. Parmi la population active déclarée, on compte 18,3 % d'occupés, 3,2 % de chômeurs ayant déjà travaillé et 78,5 % de chômeurs en quête de leur premier emploi. Les aides familiaux représentent 46 % des personnes handicapées actives, suivis par les indépendants (41 %). Les salariés ne sont que 6 % (3 % dans le public et 3 % dans le privé). Les employeurs et les apprentis sont minoritaires.

### **Les personnes âgées**

### **Les personnes âgées représentent 6 % de la population centrafricaine, poids démographiques qui a baissé entre 1988 et 2003**

Même si les normes internationales retiennent 60 ans et plus pour définir les personnes âgées, le RGPH03 a retenu 55 ans et plus afin de prendre en compte les besoins du Programme national de la promotion des personnes âgées (P.N.P.P.A). L'effectif des personnes âgées de 55 ans et plus en RCA s'élève à 235.780 personnes, dont 53,5 % femmes et 46,5 % hommes, ce qui confirme la plus longue longévité des femmes. Les personnes âgées représentent 6,1 % de la population totale centrafricaine (5,7 % chez les hommes et 6,4 % chez les femmes). Les 60 ans et plus représentent 163.852 personnes, soit 4,2 % de la population totale de la R.C.A.

**Tableau 11. Poids démographique des personnes âgées selon le sexe et le milieu de résidence**

Groupe d'âges	Ensemble		Hommes		Femmes	
	Effectifs	% dans la population	Effectifs	% dans la population	Effectifs	% dans la population
<b>Ensemble</b>		6,1		5,7		6,4
Urbain		5,3		4,8		5,7
Rural		6,5		6,2		6,9

Le poids démographique des personnes âgées en RCA est similaire à celui qu'on trouve dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne. Il est relativement faible et témoigne de l'extrême jeunesse de la population du pays, mais aussi du faible niveau de l'espérance de vie à la naissance. La comparaison des données de 2003 et celle du recensement de 1988 montrent que même si l'effectif des personnes âgées a légèrement augmenté entre les deux périodes, le poids démographique des personnes âgées a reculé, passant de 7,4 % à 6 %. Cela traduit donc le rajeunissement de la population centrafricaine. La baisse est concentrée dans les tranches des moins âgées (55-69 ans).

Parmi les personnes âgées, les 55-59 ans représentent 30,5 %, les 60-64 ans 25,9 %, les 65-79 ans 37,8 % et les 80 ans et plus 5,7 %. Cette répartition ne varie pas beaucoup selon le sexe et le milieu de résidence sauf en milieu urbain où la population féminine est un peu plus vieille que la population masculine. Les deux tiers vivent en milieu rural.

### **Des personnes âgées analphabètes, non instruites et toujours actifs économiquement**

Les personnes âgées sont très majoritairement analphabètes (90,2 % des femmes et 66,6 des hommes ne savent ni lire, ni écrire), non instruites (85 % des femmes et 62,5 % des hommes). Les personnes âgées continuent à être actives dans leur grande majorité, en particulier les hommes. Seuls 14 % des hommes et 23 % des femmes âgés sont inactifs. La proportion des inactifs est plus élevée parmi les 80 ans et plus (29 %) et en milieu urbain (31 % contre 13 % en milieu rural). Les personnes actives occupées exercent en majorité dans le domaine agro-pastoral (59,8 % des hommes et 58 % des femmes).

**Tableau 12.** Répartition des personnes âgées par sexe et groupe d'âge selon la situation d'activité

Variables	Ensemble	Occupée	Non occupée	ND
<b>Ensemble RCA</b>	100	67,8	18,6	13,6
<b>Sexe</b>				
Homme	100	74,4	13,7	12,0
Femme	100	62,0	22,9	15,1
<b>Milieu de résidence</b>				
Urbain	100	53,3	30,8	15,9
Rural	100	74,9	12,6	12,5
<b>Groupe d'âges</b>				
55-59 ans	100	74,0	14,9	11,0
60-64 ans	100	70,3	17,2	12,5
65-79 ans	100	64,3	21,0	14,7
80 ans et +	100	45,8	28,7	25,5

### *Cadre de vie et conditions d'habitation des personnes âgées*

**Un cadre de vie marquée par la solitude des femmes 34,2 % de femmes et 11,3 % des hommes âgés vivent seules dans leur ménage**

L'analyse de l'état matrimonial des personnes âgées révèle des taux très élevés de veuvage chez les femmes (38,9 %) contre 8,4 % seulement chez les hommes. Tandis que 61,9 % des hommes âgés vivent encore en union, seules 28,5 % des femmes le sont. Il n'y a pas de grandes disparités selon le milieu de résidence sauf pour le veuvage pour lequel on relève un peu plus de veuf en milieu urbain (27 %) qu'en milieu rural (23 %). Les femmes souffriraient donc beaucoup de la solitude causé par le décès du conjoint.

La répartition des personnes âgées selon le lien avec le chef de ménage montre que 89 % des hommes âgés sont chefs de ménages contre 38 % des femmes chefs de ménages.

**Tableau 13.** Répartition des personnes âgées par sexe et groupe d'âge selon le lien de Parenté dans le ménage (Milieu de résidence)

Variables	Ensemble	CM	Personnes dépendantes	ND
<b>Ensemble RCA</b>	100,0	61,7	37,6	0,7
<b>Sexe</b>				
Homme	100,0	88,9	10,8	0,3
Femme	100,0	38,1	60,8	1,1
<b>Milieu de résidence</b>				
Urbain	100,0	59,8	39,4	0,8
Rural	100,0	62,6	36,7	0,7
<b>Groupe d'âges</b>				
55-59 ans	100,0	62,3	37,0	0,7
60-64 ans	100,0	61,8	37,4	0,8
65-79 ans	100,0	61,8	37,5	0,7
80 ans et +	100,0	57,2	42,2	0,6

La majorité des personnes âgées, soit 62 %, vivent dans des logements de type traditionnel simple contre 3 % qui vivent dans les logements en dur. Ils sont cependant majoritairement propriétaires (88 %) contre 3 % de locataires seulement. Il n'y a pas de différences selon le sexe. Plus de la moitié des CM âgés s'éclairent avec du pétrole (55 %), tandis que certains le font avec du bois (27 %). Seuls 4 % ont accès à l'électricité. Moins de la moitié des ménages dirigés par les personnes âgées (46 %) ont accès à l'eau potable.

### **La situation de handicaps des personnes âgées au niveau national**

Sur l'ensemble des personnes âgées en Centrafrique, 8,5 % sont handicapées. Le handicap touche plus les hommes (9,6 %) que les femmes (7,6 %). Cette variation est identique quelque soit le milieu de résidence.

### **Graphique 13. Pourcentage de personnes âgées selon le sexe et le milieu de résidence**

La situation des personnes âgées présentée à travers ces quelques données, témoigne ainsi de la précarité et des difficultés de leurs conditions de vie. D'où nécessité pour les autorités de passer à l'acte en vue d'une amélioration des conditions de vie de cette population combien vulnérable, et par ce fait d'atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

## **Les femmes**

### **1.10 Les femmes**

**Les femmes sont doublement vulnérables du fait de la précarité de leurs conditions d'existence et des inégalités par rapport aux hommes dont elles souffrent**

En RCA, les normes culturelles, les pratiques sociales, la situation économique difficile et les différentes crises militaro-politiques que le pays a connu placent les femmes dans une situation de double vulnérabilité : d'abord la plupart des indicateurs sociodémographiques et socio-économiques sont au rouge chez les femmes (traduisant ainsi la précarité de leurs conditions d'existence), ensuite elles sont désavantagées par rapport aux hommes dans presque tous les domaines (inégalités de genre). Ces deux vulnérabilités se renforcent mutuellement.

Il se dégage ainsi des résultats présentés et commentés dans les points précédents que :

- Les filles sont faiblement scolarisées en soi, mais elles le sont encore plus comparativement aux garçons : 37 % des filles scolarisables au primaire fréquentent l'école contre 44 % des garçons. Les préfectures qui scolarisent le moins leurs filles sont la Vakaga (11%), la Basse-Kotto (16 %) et l'Ouham (19 %). C'est également dans ces préfectures que les filles sont les plus victimes des inégalités entre sexe. Les TNS des filles y sont en effet presque deux fois plus faibles que ceux des garçons. Les préfectures de l'Ombella-M'Poko, du Haut-

Mbomou et Bangui ont les TNS les plus élevées, elles présentent également les inégalités entre filles et garçons les plus faibles.

- Le mariage continue d'être fréquent et précoce chez les adolescentes. En effet, un peu plus du quart (26,3 %) des filles de 12-19 ans sont ou ont déjà été en union contre 4,2 % seulement des garçons. Près de 4 % des filles ont déjà été en union durant leur préadolescence (12-14 ans). Parmi les filles en union ou ayant déjà été en union 43 % sont âgées de moins de 18 ans, c'est-à-dire sont mineures, contre 27 % chez les garçons. L'âge moyen au mariage est de 19,4 ans<sup>6</sup> chez les femmes, contre 26,3 ans chez les hommes.
- L'Indice Synthétique de Fécondité (ISF) des filles âgées de 12 à 19 ans montre que ces dernières ont en moyenne près d'une naissance vivante (0,7) à la fin de leur adolescence. Elles contribuent à hauteur de 18 % à la fécondité totale, un chiffre relativement élevé même si elles ne représentent 34 % des femmes en âge de procréer. Les adolescentes ont en moyenne leurs enfants à 17 ans, juste avant l'âge de la majorité. La fécondité précoce est légèrement plus prononcée en milieu rural qu'en milieu urbain. Elle est également une réalité dans les préfectures de la Sangha-Mbaéré et de la Haute-Kotto où l'ISF est estimé à 0,9 enfants par fille. Les adolescentes instruites et célibataires contribuent moins à la fécondité que les autres.
- Un état de santé qui se détériore : une mortalité maternelle qui a doublé en quinze ans.
- La stérilité et l'infécondité continuent à sévir. Une femme sur dix âgées de 50 ans ou plus au recensement de 2003 n'a pas eu de naissance vivante. Si la stérilité n'affecte pas l'état de santé physique de la femme, elle a par contre un impact important sur sa santé morale. Les femmes sans enfants sont souvent répudiées de leur foyer et sont sujettes à des accusations malveillantes (sorcellerie, envoûtement, etc.).
- En se restreignant à la sous-population âgée de 15 et plus, le taux d'alphabétisation sur le plan national se situe à 41 % avec des différences notables selon le sexe. Chez les femmes, le taux n'est guère que de 30 % alors qu'il est de 53 % chez les hommes. Les inégalités entre les sexes en matière d'alphabétisation se retrouvent aussi bien en milieu urbain que rural et dans toutes les régions et préfectures. Elles sont cependant plus marquées en milieu rural et dans les préfectures autres que Bangui.
- La participation des femmes à l'activité économique est moindre par rapport à celle des hommes, aussi bien sur le plan qualitatif que quantitatif comme le montre le tableau ci-contre. Les femmes sont proportionnellement moins nombreuses à être actives que les hommes. Seuls 47,4 % d'entre elles sont actives contre 57 % des hommes. Cette faible proportion de femmes actives serait due à leur plus faible niveau de scolarisation qui les désavantage sur le marché du travail et à des pesanteurs socioculturelles qui limitent leur accès à certaines professions.
- Les femmes âgées sont souvent veuves et vivent trop souvent seules et à des proportions plus élevées que les hommes. Elles sont plus confinées dans le commerce et le secteur agro-pastoral sont moins représentées dans les postes requérant plus de qualification (professions libérales, scientifiques, techniques, administratifs) et dans les postes de décision (poste de cadres supérieurs). Pour

---

<sup>6</sup> L'âge au mariage n'a pas été saisi directement lors du RGPH03. C'est indirectement qu'il a été obtenu en utilisant la méthode de Hajnal. Voir le rapport thématique sur la nuptialité pour plus de détails sur cette méthode d'estimation.

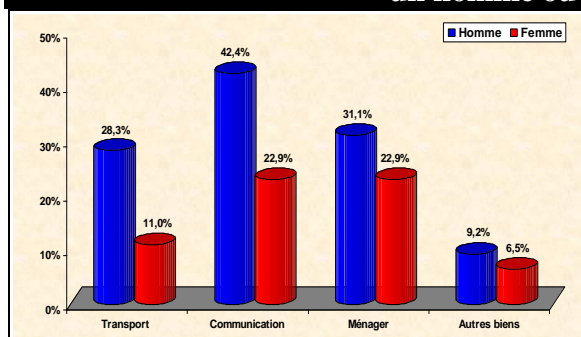
conclure cette section sur les femmes âgées, on notera qu'être veuve, inactive et sans enfants, augmente la vulnérabilité des femmes du troisième âge. Devant la faiblesse de l'organisation formelle en matière de prise en charge des personnes âgées, voire l'inexistence d'infrastructures adéquates, la solidarité communautaire constitue à ce jour l'unique soupape de sécurité pour les personnes âgées, en particulier celles de sexe féminin. Le contexte socio-économique difficile risque cependant d'émousser cette solidarité et accroître ainsi la vulnérabilité des femmes âgées.

### Représentativité des hommes et des femmes dans les différents groupes de professions

Branche d'activité	Ensemble	Homme	Femme
Scientifique, Technique, Libéral	100	62,8	37,2
Cadre Supérieur	100	86,7	13,3
Personnel administratif ou assimilé	100	69,6	30,4
Personnel commercial ou Vendeurs	100	43,0	57,0
travailleurs spécialisés dans les services,			
travailleurs non qualifiés ou manœuvres	100	87,4	12,6
Agriculteurs, Éleveurs ou Forestiers	100	49,3	50,7
Ouvriers, Artisans	100	95,9	4,1
Militaire	100	97,1	2,9

La vulnérabilité des femmes peut aussi être appréhendée à travers la plus grande pauvreté des ménages qu'elles dirigent comparativement aux ménages dirigés par les hommes (un ménage centrafricain sur cinq est dirigé par une femme). Si on utilise la possession de différents types d'équipements (moyens de transport, de communication, équipements ménagers...) comme indicateurs de pauvreté des ménages, il apparaît que ceux dirigés par les femmes sont moins bien équipés que ceux des hommes. Ils sont presque trois fois moins nombreux à disposer d'équipements de transport (vélo, voiture...) et presque deux fois moins nombreux à avoir des moyens de communications comme la radio, le poste téléviseur, le téléphone.

### Possession de quelques équipements par les ménages selon qu'ils sont dirigés par un homme ou une femme



Des indicateurs de pauvreté d'existence plus raffinés (incidence, profondeur et sévérité<sup>7</sup>) calculés sur la base des données du RGPH03 confirment que la pauvreté d'existence touche plus les ménages dirigés par les femmes que ceux dirigés par les

<sup>7</sup> L'incidence de la pauvreté donne la proportion des ménages pauvres. La profondeur mesure l'écart entre la pauvreté d'un ménage et le seuil de pauvreté. La sévérité estime l'écart entre pauvres.

hommes. En milieu rural par exemple, 84,6 % des ménages dirigés par les femmes sont pauvres contre 74 % des ménages dirigés par les hommes. Ce sont les ménages dont le chef est sans instruction et vivant en milieu rural qui sont plus affectés quel que soit leur sexe, la situation étant pire chez les chefs de ménage femmes.

En outre, le rapport de dépendance des ménages a été calculé selon le sexe de leur chef. Il ressort de ces données qu'en moyenne, un ménage dont le chef est du sexe masculin prend en charge moins de personnes (89 %) qu'un ménage dirigé par une femme (96 %) quel que soit le niveau de vie. Si l'on examine les différents niveaux de vie, il ressort que les ménages pauvres et plus pauvres dont le chef est une femme prennent en charge plus de personnes que son homologue homme. En d'autres termes, lorsqu'une femme est pauvre, elle a néanmoins encore plus de charge que le chef de ménage homme de même niveau de vie. En milieu urbain, et ceci, quel que soit le niveau de vie de la femme chef de ménage, sa charge familiale est encore plus importante.

**Tableau Fem27** : Taux de dépendance des ménages selon le sexe et le quintile de niveau de vie

Quintiles de niveau de vie	Homme			Femme		
	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural
Total	88,9	81,3	93,4	96,2	107,9	86,6
plus pauvres	86,8	83,5	87,0	109,5	109,8	106,7
Pauvres	88,8	82,6	89,9	106,4	107,7	102,6
Moyens	92,9	83,5	94,8	102,6	105,8	96,9
Riches	93,6	84,6	98,8	98,3	106,3	94,0
plus riches	83,7	79,6	105,5	80,7	105,8	79,3

## POPULATIONS DES MBOROROS, PYGMÉES, RÉFUGIÉS

### Population des Mbororos

Trois sous-populations sont traitées sous cette rubrique du fait de leur spécificité par rapport au mode de vie de la population centrafricaine en général, de l'absence de statistiques fiables les concernant et, dans une certaine mesure, du fait de leur vulnérabilité. Il s'agit des Pygmées, des Mbororos et des réfugiés.

Les Mbororos, fraction des Peuhls du Sahel, ont émigré en RCA depuis une cinquantaine d'années à la recherche de nouveaux pâturages. Les contraintes d'origines diverses ont peu à peu amené une partie d'entre eux à se sédentariser. Éleveurs, ils habitent généralement dans les zones de savane. On les retrouve ainsi dans les préfectures de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, de la Nana-Mambéré, de l'Ombella-M'Poko, de la Ouaka et de la Basse-Kotto.

Les Pygmées sont considérés comme les descendants de très anciennes populations localisées au paléolithique dans les régions des Grands Lacs : Rwanda, Burundi, Kenya, Tanzanie et Ouganda. En ce qui concerne les Pygmées de Centrafrique, communément appelés « *Babinga* », ils vivent généralement dans la forêt de la Lobaye, de la Mambéré-Kadéï et de la Sangha-Mbaéré. Leur mode de vie est

étroitement lié à la forêt, considérée comme mère nourricière. Ils résident par campement et vivent de chasse et de cueillette.

Le mode de vie des Pygmées a été fortement bouleversé par le processus de transformation de la société centrafricaine. La déforestation, entraînant la raréfaction du gibier, les Pygmées ont été amenés à se déplacer vers les agglomérations, où ils sont souvent victimes de pratiques discriminatoires et sont soumis à la servitude des autochtones dits ‘maîtres’.

Une tentative de prise en compte des spécificités et des besoins des populations Mbororos, Pygmées et Réfugiés a été entreprise dès 1988 par l'introduction d'une question sur le type de population lors du recensement de 1988. Pour diverses raisons, le thème n'avait pas été analysé. Ainsi, il n'existe à ce jour aucune étude d'envergure nationale portant spécifiquement sur ces sous-populations en RCA à l'exception d'un recensement des réfugiés du site de Boubou, dans la préfecture de l'Ouham, réalisé en 1993.

### **Les Mbororos, Pygmées et Réfugiés sont largement minoritaires dans la population centrafricaine et constituent des groupes vulnérables**

En 2003, on dénombrait en RCA 38.589 Mbororos, 12.393 Pygmées et 6.574 réfugiés. Aucune des trois sous-populations n'atteint ainsi 1 % de la population centrafricaine<sup>8</sup>. Les Mbororos, Pygmées et réfugiés vivent presque exclusivement en milieu rural (entre 93 et 98 %). Ils s'adonnent le plus souvent aux activités agropastorales, secteur dans lequel les Pygmées et les réfugiés sont surreprésentés (les neuf dixièmes d'entre eux y exercent) comparativement à la population centrafricaine en général (73 %). L'analphabétisme est en outre beaucoup plus développé parmi les Pygmées (95,4 %) et les Mbororos (84,5 %) que parmi la population centrafricaine (57,3 %).

Le taux spécifique d'activité des Mbororos est de l'ordre de 59 %, un niveau moins élevé que celui relevé dans la population centrafricaine de manière générale (66 %).

Concernant le cadre de vie immédiat, les données montrent que les Mbororos, Pygmées et Réfugiés vivent très majoritairement dans des ménages n'ayant pas accès à l'eau potable (plus de 60 %) et ne disposant pas de lieu d'aisance adéquat (plus de 90 %). La situation est plus préoccupante pour les Pygmées.

La comparaison de l'ISF des femmes Mbororos et Pygmées et de celui des femmes centrafricaines de manière générale montre qu'elles ont en moyenne un peu plus d'enfants que leurs consœurs centrafricaines (5,7 et 5,3 respectivement contre 5,1 enfants par femme). On observe par ailleurs une grande différence entre les deux populations pour ce qui est de l'âge moyen à la maternité qui est de 29,5 ans chez les mères Pygmées, nettement supérieur à celui de leurs congénères centrafricaines (26,9 ans). Ceci implique que quand bien même que la maternité soit précoce chez les Mbororos, les femmes mettent plus au monde quand elles prennent de l'âge jusqu'à 49 ans.

---

<sup>8</sup> Les réfugiées constituent un groupe très fluide dont l'effectif et la composition peuvent varier en un temps relativement court. La situation décrite ici est celle de décembre 2003. Elle a probablement sensiblement évolué depuis lors.

Conséquence en partie de ces conditions de vie précaires et de la forte fécondité, les enfants pygmés et réfugiés courent un risque de mourir avant l'âge de cinq ans plus élevé que les enfants centrafricains de manière générale. Un enfant réfugié sur trois (334 ‰) et près de trois enfants pygmés sur dix (283 ‰) meurent avant d'atteindre cinq ans contre 220 ‰ en population générale.

### Quelques indicateurs sur les Mbororos, Pygmées et Réfugiés

Indicateurs	Mbororos	Pygmées	Réfugiés	RCA
Effectif	38.589	12.393	6.574	3.895.139
% dans la population centrafricaine	0,99	0,32	0,17	---
% vivant en milieu rural	93,0	97,9	94,6	62,1
Taux spécifique d'activité	58,9	63,5		
% dans le secteur agro-pastoral	73,3	91,1	89,6	73,8
Taux d'analphabétisme (%)	84,5	95,4	66,8	57,3
Taille moyenne des ménages	5,4	4,5	---	4,8
% des ménages ayant accès à l'eau potable	36,8	26,0	33,7	47,0
% des ménages disposant d'un lieu d'aisance adéquat	9,3	0,7	3,7	13,3
Proportion de célibataires	33,0	27,4	40,5	41,5
ISF	5,7	5,3	5,3	5,1
Âge moyen à la maternité	26,9	29,5	27,0	26,9
Mortalité des enfants de moins de 5 ans (‰)	217	283	334	220

Ils sont plus concentrés dans les sites de réfugiés à Molangué dans la Lobaye et à Mboki dans le Haut Mbomou.

## CARACTERISTIQUES DES MÉNAGES ET DE L'HABITATION

### Ménages

**Les femmes qui accèdent au statut de chef de ménage le font à un âge plus tardif que les hommes**

On dénombrait en RCA 793.256 ménages ordinaires en décembre 2003. Ces ménages sont dirigés par des chefs dont l'âge moyen est de 41,8 ans. Les femmes chefs de ménage sont en moyenne plus âgées (48 ans) que les hommes (43 ans). Cette différence reflète les normes culturelles centrafricaines qui font que les femmes accèdent le plus souvent au statut de chef de ménage suite au veuvage ou à un divorce, événements qui se produisent habituellement à un âge avancé.

**Le ménage nucléaire est le type de ménage le plus fréquent en RCA**

Les ménages peuvent être classés en trois types selon les liens de parenté qui unissent leurs membres : le ménage nucléaire, composé des parents et des enfants biologique ; le ménage semi-nucléaire, qui accueille un membre de la famille élargie ; et le ménage élargi, ménage dont au moins un des membres est sans lien de parenté avec le chef de ménage.

En RCA, c'est le ménage nucléaire qui est le plus répandu (six ménages sur dix), suivi du ménage semi-nucléaire (près de deux ménages sur cinq). Le ménage élargi est rare.

Chez les hommes, le type ménage le plus fréquent est le ménage nucléaire. Chez les femmes, les ménages nucléaire et semi-nucléaire se retrouvent à des proportions plus ou moins égales.

La taille moyenne des ménages en RCA est relativement faible comparée à celle qu'on trouve en Afrique de l'Ouest par exemple. On dénombre en moyenne cinq personnes par ménage pour l'ensemble du pays, 5,9 en milieu urbain et 4,3 en milieu rural. La taille moyenne des ménages centrafricains a peu évolué au cours des quinze dernières années. Elle est passée de 4,7 personnes en 1988 à 4,9 personnes en 2003. Elle varie sensiblement selon la région allant d'un maximum de 6,3 personnes par ménage dans la Région 7 (Bangui) à un minimum de 4,3 personnes par ménage dans la Région 6. Les ménages d'une et de deux personnes sont les plus courants (28%). Le ménage nucléaire (constitué du noyau familial biologique : parents, épouse et enfants) est le plus dominant en RCA. En effet six ménages sur dix est de type nucléaire, suivi du type semi-nucléaire.

### Quelques indicateurs sur les ménages selon le sexe du chef de ménage

Indicateurs	Sexe du chef de ménage		
	Ensemble	Hommes	Femmes
<b>Type de ménage</b>			
Nucléaire	59,0	61,5	49,7
Semi-nucléaire	38,2	35,6	47,6
Élargi	2,8	2,8	2,6
<b>Age moyen des chefs de ménage (ans)</b>	41,8	40,3	47,9
<b>Taille moyenne des ménages (personnes)</b>	4,9		

La taille du ménage augmente avec le niveau d'instruction de son chef ii) les retraités, rentiers et occupés dirigent les ménages de plus grande taille, et iii) les hommes ont des ménages de taille moyenne légèrement supérieure ceux des femmes (5,1 personnes contre 3,8 personnes). Par ailleurs, l'examen du lien entre le type de ménage et le statut matrimonial du chef de ménage a permis de relever que les ménages nucléaires prédominent chez les célibataires et les monogames avec dans les deux cas 6 ménages sur 10, tandis que les ménages semi-nucléaires le sont chez les polygames avec cinq 5 ménages sur 10.

La structure des ménages reflète certains traits culturels locaux. Ainsi, les ménages de grande taille sont plus observés dans le Centre et le Nord-Ouest du pays où règne un esprit de solidarité et se manifeste l'instinct grégaire dans la population. Par contre la plus petite taille des ménages observée à l'Est du pays refléterait un comportement plus individualiste des ethnies qui habitent la zone. Même si la taille des ménages en RCA est relativement petite comparativement à celles habituellement relevées en Afrique Subsaharienne, il est à noter que la nucléarisation des ménages, sans doute sous l'effet conjugué de la pauvreté et de l'évolution des mentalités, n'est pas complète. Étant donné que la manière de vivre ensemble reflète le mode d'organisation d'une société, les changements dans la direction et la structure des ménages révélés par l'analyse seraient un indicateur que la société est en train de changer. Ces changements doivent être prises en compte dans l'élaboration des politiques et la mise en œuvre des programmes de population et de développement.

Les ménages se caractérisent par leur faible niveau d’instruction. La taille augmente avec le niveau d’instruction des chefs de ménage. Il ressort de l’analyse que plus les chefs de ménage sont instruits, plus ils ont des personnes à charge.

La taille des ménages varie selon la situation dans l’activité des chefs de ménage. Ainsi, les ménages dont les chefs sont des retraités, rentiers et occupés ont des tailles de ménage plus importantes par rapport à ceux des chefs de ménages sans emploi et autres : les tailles les plus élevées concernent les retraités (10 personnes et plus) tandis que les tailles les plus faibles sont celles des élèves et étudiants (- de 3 personnes).

Une telle situation est probablement due à des différences au niveau de la situation sociale et des âges. En effet, le chef de ménage retraité, compte tenu de son âge avancé et de sa longue expérience de vie, a en général plus d’enfants et des personnes à sa charge que le chef de ménage étudiant qui n’est en fait encore qu’à ses débuts dans la vie.

## 1.11 Conditions d’habitation

**En RCA, la majorité des logements sont des maisons simples, de type traditionnel et de standing modeste**

Le modèle d’habitation le plus fréquent en RCA est la maison simple (84,4 %), les maisons avec appartement étant rares (6 %). Pour ce qui est du type de logement, le plus répandu est le logement traditionnel, soit simple (62 %) soit amélioré (15 %).

Les logements sont souvent de standing modeste. En effet, les bâtiments principaux des logements sont faits de mur en brique de terre dans quatre cas sur 5 (74,1 %), ont un plancher en terre battue dans plus de huit cas sur dix (82,2 %) et ont une toiture en paille (56,9 %) ou en bambou (12,1 %). Moins du quart des logements (23 %) ont un bâtiment principal dont la toiture est en tôle. La grande majorité des chefs de ménages sont propriétaires (81 %) de leur logement. La promiscuité résidentielle est faible en RCA. On dénombre en moyenne 1,8 personnes par pièce.

Les conditions d’habitation sont dans l’ensemble plus précaires en milieu rural qu’en milieu urbain.

### Quelques indicateurs sur les conditions d’habitation selon le milieu de résidence

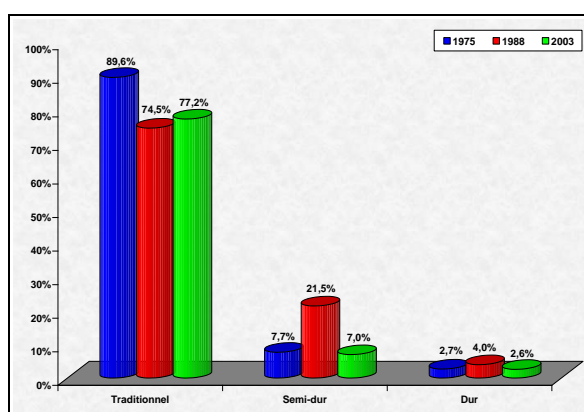
Indicateurs	Ensemble	Urbain	Rural
% de maison simples	84,4	81,0	86,1
% des logements dont le mur est en brique de terre	74,1	77,1	72,6
% de logements dont le toit est en :			
Tôles	22,9	55,0	6,9
Pailles	56,9	31,2	69,7
% de logements dont le plancher est en :			
Terre battue	82,2	66,4	90,1
Ciment	11,2	28,9	2,8
% de logement de type :			
Traditionnel simple/amélioré	77,2	58,3	86,6

Dur /semi dur	9,6	23,4	2,8
Nombre moyen de personnes par pièce	1,8	1,9	1,6
% de chef de ménages propriétaires	80,9	67,8	87,4

### Les conditions d'habitation se sont précarisées entre 1988 et 2003

L'analyse de l'évolution du type de logement montre une précarisation des conditions de logement entre 1988 et 2003 après l'amélioration observée entre 1988 et 2003. La proportion de logements en dur par exemple a augmenté de 7,7 % à 21,5 % entre 1975 et 1988 avant de chuter en 2003 à un niveau inférieur à celui de 1975.

### Quelques indicateurs sur les caractéristiques des logements selon le milieu de résidence



### Les ménages centrafricains sont dans l'ensemble peu équipés

Moins de la moitié de ménages ont accès à l'eau potable (47 %) et une proportion encore plus faible (13,3 % seulement) dispose d'installations sanitaires adéquates<sup>9</sup>. La nature est ainsi utilisée par trois ménages sur dix (29,1 %) comme lieu d'aisance.

Les ménages ne sont pas mieux équipés en termes de source d'énergie pour l'éclairage et pour la cuisson. Plus de la moitié s'éclaire au pétrole et un ménage sur cinq au bois. Seuls 5 % des ménages sont raccordés au réseau électrique. Même dans Bangui, la capitale du pays, l'électricité demeure un luxe dont seul un tiers des ménages jouit. La quasi-totalité des ménages (neuf sur dix) utilisent le bois de chauffe pour la cuisson.

### Indicateurs sur l'accès des ménages à quelques équipements de base selon le milieu de résidence

Indicateurs	Ensemble	Urbain	Rural
<b>Pourcentage des ménages ayant accès à :</b>			
L'eau salubre	60,6	84,3	48,8
L'eau potable	47,0	59,7	40,7

<sup>9</sup> Est considéré comme lieu d'aisance adéquat les toilettes à chasse d'eau avec égout et fosses sceptiques, les latrines à évacuation, les latrines améliorées à ventilation et les latrines traditionnelles améliorées.

<b>Pourcentage de ménages disposant de système sanitaire adéquat</b>	13,3	30	4,9
<b>Pourcentage de ménages qui s'éclairent :</b>			
Au pétrole	57,3	72,2	49,8
À l'électricité	5,1	14,7	0,3
Au bois	20,5	3,2	29,1
<b>Pourcentage de ménages dont la principale source d'énergie pour la cuisson est :</b>			
Bois	91,6	89,0	92,9
Charbon	1,4	2,8	0,7

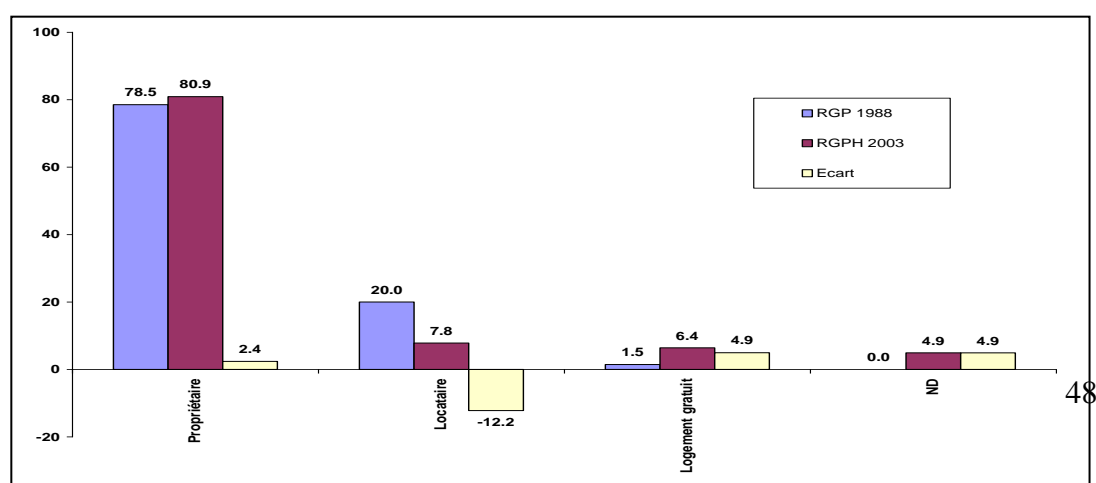
En somme, l'analyse de chacune des caractéristiques des habitations en RCA révèle que les Centrafricains continuent à recourir beaucoup plus aux matériaux précaires tirés directement de la nature sans subir de transformation. La nature du toit par exemple est influencée, entre autres, par des données d'ordre géographique et socio-économique. Sur le plan géographique, la diversité climatique et du couvert végétal favorisent le choix de matériau local pour la confection des toits, notamment la paille dans les zones de savane et le bambou dans les zones forestières. Au plan socio-économique, La situation économique de plus en plus difficile de la République centrafricaine fait que depuis quelques années, la majorité de la population utilise les matériaux locaux au détriment de ceux industriels et importés (ciment, fer à béton, pointes, tôle, etc.) dont les prix sont généralement très onéreux pour la majorité des ménages, à revenu très faible. Malgré ses multiples avantages (grande résistance aux intempéries, longévité, etc.), la tôle reste hors de portée des couches populaires du fait de son coût prohibitif.

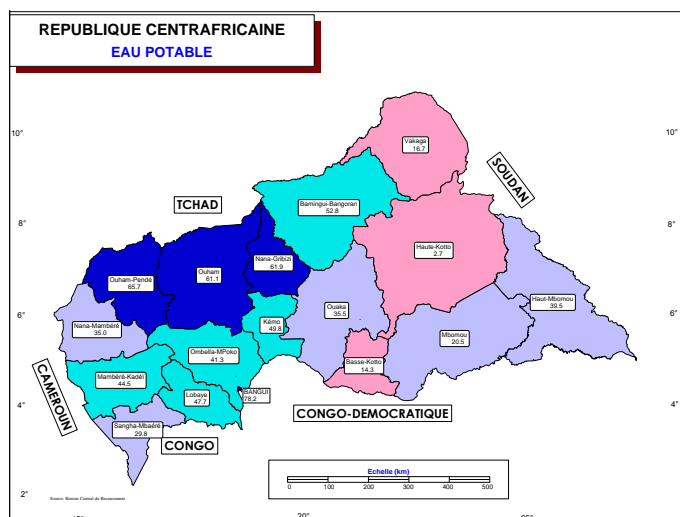
Si on définit les logements de haut standing comme étant ceux en dur et semi-dur, on peut dire qu'en RCA, les chefs de ménages hommes et femmes habitent dans des ménages de haut standing à des proportions à peu près égales (respectivement 9 et 10 %). Cette situation varie peu selon le milieu de résidence.

En milieu urbain elle est de 1,6 personnes et en milieu rural 1,9 personnes. Au niveau des préfectures, le nombre moyen de personnes par pièce varie de 1,5 à 2,8 personnes.

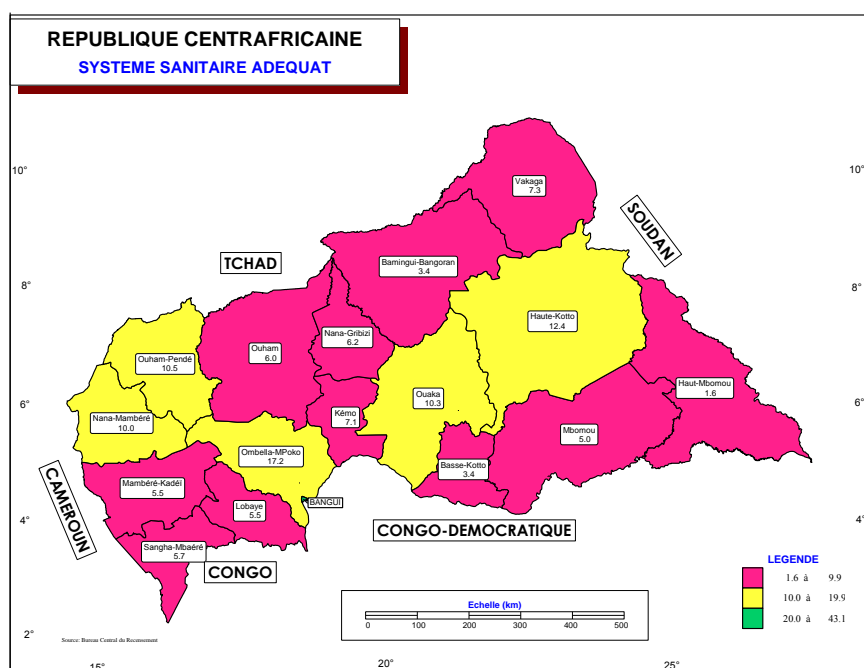
**Les ménages ont de plus en plus tendance à rechercher une stabilité résidentielle en étant propriétaires de leur logement.**

L'évolution des statuts d'occupation des logements telle que indiquée dans le graphique ci-dessous, montre qu'entre les deux opérations de 1988 et 2003, l'effectif des chefs de ménages propriétaires a augmenté de 78,5 % en 1988 pour atteindre 90 % en 2003.





Par rapport à l'eau salubre, plus de sept ménages sur dix la consomment dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, Ouham, et la Nana-Gribizi. Ces proportions atteignent 50 % à 68 % dans la Haute-Kotto, Sangha-Mbaéré, Ouaka, Lobaye, Bamingui-Bangoran, Kémo et Ombella-M'Poko. Dans les autres préfectures moins de la moitié des ménages s'approvisionnent en eau de boisson salubre. En matière d'eau potable, plus de la moitié des ménages dans les préfectures de Bamingui-Bangoran, l'Ouham, la Nana-Gribizi et l'Ouham-Pendé la consomment. Dans le reste des préfectures, moins de la moitié des ménages s'approvisionnent en eau de boisson potable avec un minimum remarquable de 2,7 % des ménages dans la préfecture de la Haute-Kotto.



L'utilisation importante du bois à tous les niveaux se justifie, d'une part, par sa disponibilité en permanence et le plus souvent gratuite et, d'autre part, l'inexistence d'autres sources d'énergie pour la cuisson qui n'ont pas été identifiées et proposées

aux ménages à des prix accessibles. Cette situation pourrait constituer une menace en termes de dégradation de l'environnement, notamment celle du couvert végétal dans les zones périurbaines.

## Habitation

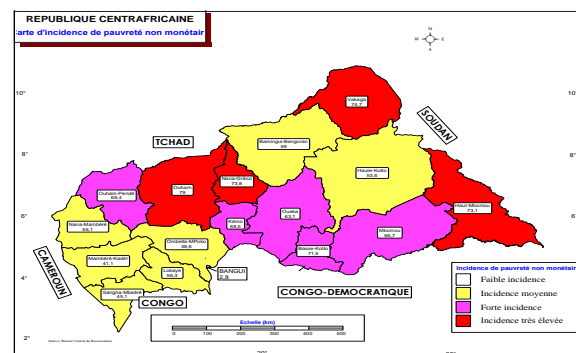
### 1.12 Pauvreté non-monnaire

Deux types de pauvreté non-monnaire ont été analysés sur la base des données du RGPH03 : la pauvreté d'existence des ménages et la pauvreté humaine. La pauvreté d'existence est mesurée par le niveau de vie du ménage. Ce niveau prend en compte les caractéristiques de l'habitation, les conditions de vie (accès à l'eau, disponibilité de lieu d'aisance, source d'énergie pour l'éclairage et pour la cuisson...) et les biens d'équipement du ménage. L'indicateur retenu est l'incidence qui donne la proportion des ménages pauvres, ménages dont le niveau de vie est inférieur à un seuil de pauvreté préalablement fixé. La pauvreté humaine est mesurée par un indice qui est la moyenne arithmétique du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, du taux d'analphabétisme des adultes et de la proportion de la population n'ayant pas accès à l'eau potable.

### La moitié des ménages centrafricains sont pauvres

La pauvreté d'existence affecte la moitié des ménages centrafricains (50,3 %). Elle sévit plus en milieu rural où la proportion de ménages pauvres est quatre fois plus élevée qu'en milieu urbain. Les préfectures les plus touchées sont celles situées dans les ex-zones de conflit (Ouham, Nana-Gribizi et Ouham Pendé) ou sont frontalières avec des pays en conflit armé (Vakaga et Haut-Mbomou, frontaliers avec le Sud Soudan, et Kémo, Ouaka, Basse Kotto et Mbomou, frontaliers avec la RDC).

### Proportion de ménages pauvres (incidence) par préfecture

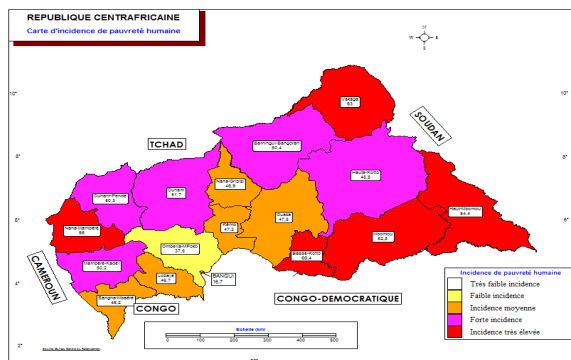


### Plus de deux centrafricains sur cinq sont privés de la satisfaction des besoins essentiels

L'indice de pauvreté humaine (IPH) qui mesure la proportion de la population privée de la satisfaction des besoins essentiels se situe à 43,0 %. Ce qui signifie que plus de

deux centrafricains sur cinq sont privés de ces biens. En milieu rural, c'est la moitié des personnes (51,0 %) qui souffre de cette forme de pauvreté contre 37,2 % en milieu rural. La pauvreté humaine sévit moins à Bangui (16,7 %) mais augmente au fur et à mesure qu'on s'en éloigne.

### Proportion de ménages pauvres (incidence) par préfecture



L'analyse de la pauvreté basée sur les données du RGPH03 montre ainsi qu'en plus de la pauvreté monétaire, la population centrafricaine est affectée par une pauvreté en infrastructure et équipement de base et une pauvreté caractérisée par un déficit d'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et à un assainissement adéquat. Tout ceci renforce la vulnérabilité de la population centrafricaine.

La pauvreté est mesurée ici à travers deux types d'indices : l'indice de pauvreté d'existence des ménages et l'indice de pauvreté humaine.

L'indice de pauvreté d'existence mesure le niveau de vie du ménage en prenant en compte l'habitation et ses différentes caractéristiques, les conditions de vie du ménage (eau, lieu d'aisance, électricité, etc.) et les équipements du ménage. Un seuil de pauvreté est défini sur la base de ces composantes à l'aide d'une méthode statistique (analyse en composante principale). Sur la base de ce seuil, trois indices de pauvreté sont définis : l'incidence qui mesure la proportion des ménages ayant un niveau de vie inférieur au seuil ; la profondeur qui mesure l'écart de pauvreté avec le seuil ; et enfin la sévérité qui mesure l'écart entre les pauvres.

L'indice de pauvreté humaine est la moyenne du taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, du taux d'analphabétisme des adultes et de la proportion de la population n'ayant pas accès à l'eau potable.

Le tableau suivant donne ces indicateurs au niveau national, du milieu de résidence, régional et préfectoral.

Variables	Pauvreté d'existence (%)			Indice de Pauvreté Humaine (%)
	Incidence	Profondeur	Sévérité	
<b>Milieu de résidence</b>				
RCA	50,3	27,6	19,7	43,0
Urbain	17,2	7,2	4,4	25,9
Rural	70,4	40,1	29,0	54,4

<b>Région Administrative</b>				
Région 1	46,0	20,9	13,2	41,2
Région 2	46,3	21,2	13,3	51,4
Région 3	73,3	44,1	32,6	50,7
Région 4	66,7	37,6	26,5	47,2
Région 5	60,5	35,7	27,3	52,0
Région 6	69,9	44,3	34,5	60,1
Région 7	2,8	0,4	0,1	16,7
<b>Préfecture</b>				
Ombella-M'poko	38,6	16,6	10,2	37,5
Lobaye	56,3	26,8	17,3	46,7
Mambéré-Kadéï	41,1	18,3	11,3	50,2
Nana-Mambéré	55,1	26,5	16,9	56,0
Sangha-Mbaéré	45,1	19,8	12,4	46,2
Ouham-Pendé	68,4	38,6	27,2	50,3
Ouham	78,9	50,2	38,8	51,7
Kemo	68,5	35,2	23,4	47,2
Nana-Gribizi	73,8	45,7	34,1	46,9
Ouaka	63,1	35,3	24,9	47,8
Bamingui-Bangoran	59,0	33,5	24,7	50,4
Haute-Kotto	53,5	28,7	20,5	48,5
Vakaga	74,7	50,8	42,5	63,0
Basse-Kotto	71,5	45,5	35,5	66,4
Mbomou	66,7	42,6	33,6	52,8
Haut-Mbomou	73,1	44,2	32,5	54,4
Bangui	2,8	0,4	0,1	16,7

## CONCLUSION

La troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de décembre 2003 (RGPH03) visait à collecter des informations sur les caractéristiques de la population et sur les conditions de vie et d'habitation des ménages. Il ressort de l'analyse des données que la situation sociodémographique, socio-sanitaire et économique de la RCA est catastrophique et se dégrade depuis au moins une dizaine d'années après les progrès enregistrés entre 1975 et 1988.. Ce qui traduit une véritable crise sociale sans précédent, comme le montrent quelques indicateurs en rapport avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La RCA comptait 3.895.139 habitants en décembre 2003 dont une majorité de jeunes (49,4 % ont moins de 18 ans) et presque autant de femmes que d'hommes (50,2 % contre 49,8 %). Plus de six Centrafricains sur dix (62 %) vivent en milieu rural tandis que la moitié de la population urbaine du pays est concentrée dans deux villes seulement : Bangui et la ville voisine de Bimbo. Même si la fécondité reste élevée (5,1 enfants en moyenne par femmes), la stérilité continue de sévir. Une femme centrafricaine sur 10 ne jouit pas du bonheur d'avoir un enfant. Dans le Haut-Mbomou, c'est une femme sur quatre qui vit ce drame.

Tous les indicateurs de mortalité sont au rouge, notamment la mortalité des enfants de moins de 5 ans (220 décès avant cinq ans sur 1.000 naissances vivantes) et la mortalité maternelle qui a connu une hausse spectaculaire entre 1988 (683 décès maternels pour 100.000 naissances) et 2003 (1.355 pour 100.000). Avec moins de la moitié des enfants de 6-11 ans scolarisée (40,7 %), l'objectif de l'éducation primaire pour tous d'ici 2015 est loin d'être atteint. La promotion de l'égalité des sexes dans tous les domaines ainsi que l'autonomisation des femmes l'est encore moins. On dénombre 72 filles pour 100 garçons dans l'enseignement primaire et 38 seulement dans le Supérieur. Les femmes salariées dans le secteur non agricole ne sont que 3,0 % contre 12,3 % chez les hommes. Les conditions de vie des ménages sont tout aussi préoccupantes. Moins de la moitié des ménages ont accès à l'eau potable (47 %) et une proportion encore plus faible (13,3 % seulement) dispose d'installations sanitaires adéquates. Globalement, la pauvreté d'existence touche la moitié des ménages centrafricains (50,3 %).

Le niveau des différents indicateurs et leur évolution laissent penser que si des mesures urgentes et radicales ne sont pas prises dans les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation, la RCA n'est pas prêt d'atteindre les OMD à l'échéance de 2015.